

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et fermant les oreilles aux autres sources.

Journal de Palestine

N° 510 du 14.02.2010

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci: Ne soyez pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.htm>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Sommaire.

Tiré à part

Le ramassage de cailloux, un nouveau métier de survie dans la bande de Gaza meurtrie par le blocus.

1 Médias/Vidéos

1-1 Vidéo : Tariq Ramadan : Gaza un an après.

1-2 Vidéo : Gaza-strophe.

1-3 Vidéo : Le saviez-vous? Gaza.

1-4 Vidéo : Gaza: The Killing Zone - Israel/Palestine.

1-5 Vidéo : Alrowwad.

1-6 Rania Massoud : Entre Israéliens et Palestiniens, une guerre des mots qui ne dit pas son nom.

1-6 Silvia Cattori : Les injustices subies par Youssef Nada : Un cas d'école.

1-7 Alain Gresh : Propagande et désinformation à l'israélienne (II)

2 Les brèves

2-1 Après le mur d'acier sur la frontière de Ghaza : L'Égypte construit un port de contrôle...

2-2 Le grand capital de l'industrie, la mafia et la corruption contribuent à l'édification du mur en acier.

2-3 Comment « l'American Jewish Committee, » et le "World Jewish Congress." » ont acheté le vote de Panama à l'ONU.

2-4 Nétanyahou prêt à négocier mais «sans préalables»

2-5 Des Palestiniens lancent des pierres sur un ministre israélien lors de sa visite au village d'Araba .

2-6 Les petits soldats de Tsahal.

2-7 Israël kidnappe 70 travailleurs Palestiniens.

2-8 Bil'in village.

2-9 Bil'in village (2)

2-10 Les ouvriers de la Cisjordanie constamment maltraités de la part de l'armée israélienne.

2-11 Kanaan Obeid : la centrale électrique de Gaza va arrêter complètement le jeudi prochain.

2-12 "Israël" développera des satellites de petite taille lancés par avion.

3 Dossier

3-1 Adrien Jaulmes «Un État palestinien est devenu impossible»

3-2 Meron Benvenisti : L'inévitable régime binational.

3-4 Alain Gresh : Une paix imposée au Proche-Orient ?

3-5 Benjamin Barthe : L'armée israélienne a changé sa doctrine pour la guerre de Gaza.

3-6 Uri Avnery : "Tue encore un Turc et repose-toi".

3-7 Robert Fisk : Tel une victime, un 'chien du dessous', Israël se sent assiégé ...

3-8 Kawther Salam : L'Union Européenne aide-t-elle le Mossad à commettre ses crimes ?

Tiré à part

Le ramassage de cailloux, un nouveau métier de survie dans la bande de Gaza meurtrie par le blocus.

Le blocus n'arrête pas de faire des dégâts dans la bande de Gaza, depuis plus de trois ans, bientôt quatre. La guerre agressive israélienne menée contre Gaza n'est venue que pour rendre encore plus difficile la vie des habitants de la Bande.

Leurs souffrances n'arrêtent pas de s'accroître. Le chômage en fait partie. Des milliers et des milliers d'ouvriers perdent leur travail. Des milliers de familles perdent les sources de leur survie. Des hommes, des femmes, des enfants, et même des personnes âgées ne trouvent rien d'autre à faire que de ramasser des cailloux, de l'extraire du fond de la terre, une nouvelle façon de s'en sortir, de faire face à cette misère qui les frappe de plein fouet. Ni le grand froid, ni la poussière n'empêche ces gens de travailler, de creuser plusieurs mètres sous terre, dans la zone d'Al-Moharrerat à l'ouest de la ville de Khan Younes, pour ramasser une certaine quantité de cailloux vendables aux commerçants de matériaux de construction.

Et la guerre agressive israélienne menée contre Gaza a dévasté la Bande l y a plus d'un an. On avait annoncé sa reconstruction, à plusieurs reprises. Pourtant, rien n'arrive. On est alors obligé de faire avec les moyens du bord pour reconstruire ce qui serait reconstructible. Alors, à l'aube de chaque jour de ce dur hiver, des femmes et des enfants partent creuser une terre dure avec de petits outils, avec de petites mains. Ensuite, il faut extraire les petits cailloux de la terre. Travail d'une longue journée qui ne donnera enfin qu'une petite chose. Une petite chose certes, mais très importante pour ces familles qui n'ont pas d'autre source pour vivre, surtout face à ces prix qui ne cessent de grimper.

Travail sous contrainte

Om Mahmoud est une dame de 54 ans. Le mari étant invalide, elle se retrouve toute seule pour faire vivre une famille de dix personnes. Quotidiennement, ils partent vers ladite zone. Les jours de vacances scolaires, ses enfants l'accompagnent pour l'aider. Le jour où toute la famille travaille, deux chariots seront remplis et vendus à 30 shekels, quelque 9 dollars.

En dépit de la fatigue, Om Mahmoud se voit satisfaite, par rapport à ces gens qui ne peuvent même pas faire ce travail pour une raison ou pour une autre.

Son grand garçon, 20 ans, a quitté l'école pour aider la famille. Il travaille maintenant avec sa mère.

Aucun projet d'avenir, dit-il, on vit au jour le jour. On peut à peine en sortir de quoi manger et acheter des affaires pour ses petits frères.

Des maladies

Dans la zone, tout le monde creuse. La poussière infecte l'atmosphère. Elle infecte également les poumons de ces femmes et ces enfants qui travaillent toute la journée. Pire, des mères amènent leurs nourrissons avec eux, ne trouvant d'autre solution. Une de ces mères préfère mourir en travaillant que de faim.

Garder les cailloux

Il y a ceux qui extraient les cailloux, ceux qui les achètent pour en faire des produits de construction, en ce temps de blocus où tout est interdit d'entrée dans la bande de Gaza. Il y a aussi ceux qui gardent les cailloux ramassés.

Le jeune Mustapha, 23 ans, garde les cailloux ramassés jusqu'à l'arrivée des camions qui les transportent.

Mustapha, pour seulement 60 dollars par semaine, surveille les amas de cailloux, jour et nuit, privé de sa famille.

Aucun avenir avec une telle somme, dit-il, aucune idée de mariage.

Malgré tout, il continue à travailler, le sourire aux lèvres. Ils veulent vivre avec dignité : « Nous ne baissons pas les bras devant l'ennemi sioniste, dit Mustapha. Nous ne nous mettons pas à genoux, aussi difficile que soit la vie ».

Le Centre Palestinien d'Information -

Mercredi 10 février 2010

Gaza – CPI

[http://www.palestine-info.cc/...](http://www.palestine-info.cc/)

<http://www.palestine-solidarite.org/rapport.CPI.100210.htm>

1 Médias/Vidéos

1-1 Vidéo : Tariq Ramadan : Gaza un an après

PARTIE 5/6 : http://www.dailymotion.com/video/xbxb98_tariq-ramadan-gaza-un-an-apres-56_news

PARTIE 6/6 : http://www.dailymotion.com/video/xbxbdw_tariq-ramadan-gaza-un-an-apres-66_news

(pour visionner les premières vidéos cliquer sur ce lien :

<http://www.ism-france.org/news/article.php?id=13313&type=analyse>)

1-2 Vidéo : Gaza-strophe.

PARTIE 1

http://www.dailymotion.com/video/x6q42_gaza-strophe-le-jour-d-apres-1-3_news

SUITE PARTIE 1

http://www.dailymotion.com/video/x6pzp_gaza-strophe-le-jour-d-apres-2-3_news

1-3 Vidéo : Le saviez-vous? Gaza.

Le saviez-vous?: Gaza

http://www.youtube.com/watch?v=3kOsmayoZkU&feature=player_embedded#

1-4 Vidéo : Gaza: The Killing Zone - Israel/Palestine.

http://www.youtube.com/watch?v=l0aEo59c7zU&feature=player_embedded#

1-5 Vidéo : Alrowwad.

"Alrowwad est un centre indépendant pour les activités artistiques, culturelles, de formation et de théâtre pour les enfants dans le camp Aida et la Palestine, initiatrice de la Belle de résistance non-violente contre la laideur de l'occupation israélienne et sa violence, et s'est engagé à fournir un environnement « sûr » et sain pour aider à la créativité des enfants et des femmes de décharge de stress dans les conditions de guerre, ils sont contraints de vivre, dans un esprit d'entrepreneuriat social et le respect des droits de l'homme et des valeurs, et en tant que partenaires égaux pour faire un changement positif dans ce monde."

Vidéo : http://www.youtube.com/watch?v=BnIZIVOEExV4&feature=player_embedded#

6 février

1-6 Rania Massoud : Entre Israéliens et Palestiniens, une guerre des mots qui ne dit pas son nom.

Le choix des mots n'est jamais innocent, surtout lorsqu'il s'agit de rendre compte d'un conflit.

Le langage peut s'avérer être une arme puissante de propagande où chaque terme a une connotation bien spécifique et peut éveiller consciemment ou non un sentiment chez le récepteur qui, généralement, n'est lui-même pas neutre.

Le "conflit" qui oppose depuis plus de 60 ans Israéliens et Palestiniens ne fait pas exception.

Faut-il utiliser l'expression « *Barrière de sécurité* » ou « *Mur de séparation* » ?

« *Territoires palestiniens occupés* » ou « *Territoires disputés* » ? « *Cisjordanie* » ou « *Judée-Samarie* » ?

« *Implantation* » ou bien « *Colonie* » ?

Si la question ne se pose pas pour les médias qui ont choisi leur camp, pro-israéliens ou pro-palestiniens, elle constitue un véritable casse-tête pour ceux qui cherchent à s'en tenir à une certaine neutralité.

Une déformation de la réalité

Pour Clovis Maksoud, ancien diplomate et professeur de relations internationales à l'American University à Washington, « *la terminologie peut avoir un impact direct sur l'évolution du conflit israélo-palestinien* ». « *À force d'utiliser des termes erronés, les médias, notamment américains, contribuent indirectement à la déformation de la réalité* », expliquait M. Maksoud lors d'une conférence organisée la semaine dernière par l'Institute of Palestinian Studies à Beyrouth. « *Les mots peuvent devenir des pièges dangereux capables de miner tout progrès dans le processus de paix* », insistait-il. « *Lorsque l'ONU déclare que la Cisjordanie, Jérusalem-Est et la bande de Gaza sont des territoires palestiniens occupés, ceci implique que leur situation est temporaire et non pas permanente*, poursuivait-il. *Toutefois, Israël n'a jamais, depuis 1967, reconnu son statut d'occupant et utilise le terme "disputés", qui est inadéquat, pour désigner les territoires palestiniens.* » Pour M. Maksoud, ancien représentant de la Ligue arabe aux États-Unis, il s'agit là d'un exemple de la « *politique du fait accompli* ». « *En insistant sur l'appellation de Jérusalem comme étant sa "capitale éternelle et indivisible", Israël tente d'imposer une nouvelle réalité aux la communauté internationale et aux Palestiniens* », explique-t-il.

Polémique sur Jérusalem-Est

La question de Jérusalem a récemment été au centre d'une polémique entre Européens et Israéliens. En décembre dernier, plusieurs pays européens ont tenté de faire adopter une position commune de l'UE reconnaissant Jérusalem-Est comme capitale d'un futur État palestinien. Israël, qui a vivement critiqué cette

position, a fait pression sur les Européens afin qu'ils modifient le document en question. « *Nous reconnaissons tous, dans les discours, que Jérusalem-Est est occupée. Et si elle est occupée, elle n'appartient pas à Israël* », avait déclaré le chef de la diplomatie luxembourgeoise, Jean Asselborn, tout en plaidant pour que les Européens et les États-Unis adoptent un « *langage clair* ».

« *Le choix des mots est important parce qu'il implique une reconnaissance*, affirme Clovis Maksoud. *À partir de là, on comprend pourquoi les Israéliens insistent à ce que les Palestiniens reconnaissent leur pays comme un "État juif" et refusent de parler d'un futur État palestinien.* » En mai dernier, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu avait reconnu qu'il avait certaines réserves concernant le terme État palestinien dans un accord sur le statut final des territoires palestiniens. « *Lorsqu'on parviendra à un accord sur la substance, nous parviendrons à un accord sur la terminologie* », avait-il précisé.

Une « guerre médiatique »

« *Il ne faut pas sous-estimer le poids des mots*, affirme M. Maksoud. *L'utilisation d'un terme à la place d'un autre, surtout dans le cadre d'un conflit, est une sorte de désinformation qui peut avoir des conséquences dangereuses, notamment en matière de droit international.* » L'offensive israélienne contre la bande de Gaza il y a un an en est une illustration.

L'expression « *raids contre des cibles du Hamas* », que l'armée israélienne faisait circuler, laissait entendre que tout ce qui était lié au gouvernement de Gaza était une cible « *légitime* ». Bien que les lieux de culte soient considérés comme des lieux publics protégés par le protocole de Genève, plusieurs mosquées dans la bande de Gaza ont été visées par des raids israéliens sous prétexte que le mouvement islamiste y cachait des armes. Certaines chaînes de télévision américaines, dont NBC, ont affirmé que l'Université islamique de Gaza était une « *cible stratégique* », sans préciser pourquoi.

La censure dans les médias français

Pour Éric Rouleau, éditorialiste au journal *Le Monde* et ancien ambassadeur de France en Turquie, les médias occidentaux pratiquent largement l'autocensure, surtout lorsqu'il s'agit du conflit israélo-palestinien. « *Cette guerre terminologique existe depuis la création de l'État d'Israël*, a-t-il affirmé lors de la conférence organisée par l'Institute of Palestinian Studies. *À cette époque, les journalistes français ne pouvaient pas utiliser des termes non conformes au langage sioniste. Ainsi, il fallait automatiquement remplacer le mot "Palestinien" par "terroriste".* » « *Tout au long des années 50 et 60, le seul fait d'écrire le mot "Palestinien" dans les colonnes du journal pouvait provoquer un véritable tsunami de la part des Israéliens* », expliquait encore M. Rouleau avant de préciser que *Le Monde* a été à plusieurs reprises accusé d'antisémitisme et d'incitation à la haine contre Israël.

Selon l'ancien diplomate, ce n'est qu'après 1967 que la situation a changé. « *Après la guerre des Six-Jours, nous avons constaté que le soutien européen aux Israéliens diminuait progressivement. Les lettres de protestation destinées au journal étaient par ailleurs de moins en moins nombreuses.* »

Selon un sondage effectué dans quinze pays européens en 2003, 59% des sondés estiment qu'Israël constitue une menace pour la paix mondiale. « *La situation a bien changé depuis 1948. La pression exercée sur les journalistes a considérablement baissé, mais elle existe toujours* », affirme M. Rouleau, rappelant la polémique suscitée en 2001 autour de Pascal Boniface, fondateur de l'Institut des relations internationales et stratégiques (IRIS) et auteur du livre *Est-il permis de critiquer Israël ?* « *L'autocensure dans les médias n'a peut-être pas complètement disparu aujourd'hui, reconnaît M. Rouleau, mais nul ne peut nier que plus d'un tabou a quand même été brisé.* »

Rania Massoud

Articles de Rania Massoud publiés par Mondialisation.ca

L'Orient le Jour

<http://www.mondialisation.ca/index.php?context=viewArticle&code=MAS20100120&articleId=17100>

1-6 Silvia Cattori : Les injustices subies par Youssef Nada : Un cas d'école.

Le devoir d'un journaliste est d'apporter au public les éléments d'information et d'analyse permettant de comprendre ce qui se passe.

À l'heure où les États « occidentaux » se sont engagés dans des guerres unilatérales dévastatrices et des campagnes de haine raciste contre l'Islam, ce que les journalistes disent - ou taisent - peut contribuer à ce que des pays et des peuples soient injustement écrasés et humiliés, et des gens - notamment de confession musulmane - arbitrairement arrêtés, torturés, inscrits sur des listes terroristes, brisés à jamais.

18 janvier

Quand on exerce ce métier il est impératif de rester libre de toute attache.

Car une information correcte requiert du journaliste le respect d'une éthique, et un travail de recherche courageux pour porter à la connaissance du public ce que les pouvoirs en place cherchent à occulter.

Dès les années 90, suite à des campagnes de dénigrement bien orchestrées - et malheureusement toujours à l'œuvre - la vie de nombreuses personnes de confession musulmane, a basculé dans l'horreur. Pour sa grande infortune et celle de sa famille, Youssef Nada, un ingénieur et banquier italien d'origine égyptienne, a été l'une d'elles.

La douloureuse histoire de Youssef Nada, inscrit après le 11 septembre 2001, sans que rien ne le justifie, sur la liste noire des personnes accusées de soutenir le terrorisme [1] – et finalement radié de cette liste [2] après huit années de « vicissitudes kafkaïennes », selon les propres termes du sénateur suisse Dick Marty – devrait nous conduire à méditer afin que ce genre d'abominations ne se répète plus. L'injustice subie par Youssef Nada - une

figure politique très respectée dans le monde, qui occupait notamment une position éminente au sein du mouvement des Frères musulmans - nous paraît emblématique du rôle pervers d'une partie de la presse, et de ses accointances avec les services de renseignement.

Le ciel est tombé une première fois sur la tête de Youssef Nada quand, en 1997, le journaliste **Guido Olimpio** a publié un article [3] dans l'influent quotidien milanais *Corriere della Sera*, affirmant, sans apporter aucune preuve tangible, que Youssef Nada « finançait le mouvement du Hamas », mouvement de résistance – faut-il le préciser – que l'occupant israélien pourchassait et s'acharnait depuis longtemps à criminaliser et à transformer en menace planétaire, aux yeux de « l'Occident ».

Les folles accusations de Guido Olimpio ont été dûment démenties.

Toutefois, la suite des événements allait démontrer que l'objectif visé par ces fausses informations avait été atteint : braquer l'attention des services de renseignements et des médias du monde entier sur la personne de Youssef Nada, en faisant d'une pierre plusieurs coups. Donner un visage planétaire à la « menace musulmane » au travers d'un paisible financier ; stigmatiser les banques détenues par des musulmans pour inciter l'Occident à considérer d'avance comme suspectes leurs transactions financières et à considérer les dons versés à des organisations caritatives gérées par le mouvement des Frères musulmans comme destinées à financer le « terrorisme » ; répandre la peur dans l'opinion publique, en faisant croire que des musulmans vivants parmi nous, pouvaient cacher des « terroristes » potentiels, etc.

Les choses ne se sont donc pas arrêtées là. Dans de nombreux pays, considérés comme « stratégiques », il s'est trouvé des « experts en terrorisme » pour reprendre, sans vergogne, comme véridiques, les fantaisies de Guido Olimpio.

En Suisse, c'est le journaliste français Richard Labévière qui, dès 1997, a repris, en les aggravant, les affirmations de Guido Olimpio. À cette époque d'intoxication et de désinformation intense destinée à criminaliser le mouvement des Frères musulmans, Richard Labévière travaillait à la télévision publique suisse romande (TSR). Il a dépeint Youssef Nada et le mouvement des Frères musulmans sous les traits de fanatiques dont il fallait se méfier. Ce qu'il affirmait, a eu un impact énorme sur des journalistes suisses qui n'avaient aucune connaissance du monde musulman, et qui s'en sont inspirés en toute bonne foi.

Le film « documentaire » réalisé par Richard Labévière, diffusé en mai 1998 par la TSR dans son magazine *Temps Présent*, mêlait la figure de Youssef Nada aux images de l'attentat qui, le 17 novembre 1997 à Louxor, avait coûté la vie à des touristes suisses, ce qui pouvait laisser penser qu'il y avait des liens entre les deux. Youssef Nada évoque souvent ce film de Richard Labévière comme un moment très douloureux et offensant car il a relancé la polémique, attirant ainsi, une nouvelle fois l'attention des services de renseignement sur ses activités ; lui, l'homme respecté dans le monde entier, qui côtoyait les chefs d'Etats, qui intervenait comme médiateur de paix, a vu là, suite à cette nouvelle vague de calomnies et de suspensions, sa réputation compromise sans retour et le vide se faire autour de lui.

On sait bien aujourd'hui à quoi ont abouti ces campagnes visant à retourner l'opinion publique contre la population de confession musulmane, et poursuivies *ad nauseam*. En 2001, après l'attentat contre le World Trade Centre - attentat qui, selon la version officielle, n'impliquait qu'une poignée de terroristes - l'Occident a pu faire passer comme une lettre à la poste, aux yeux de l'opinion, sa guerre globale raciste contre la « terreur musulmane ».

Les listes noires où les noms de Youssef Nada, de mouvements politiques, d'entreprises, et de milliers de musulmans à la moralité irréprochable ont été inscrits, associés de manière infamante à des attentats terroristes (dont on ignore à ce jour qui sont les vrais commanditaires), à Ben Laden, à Al Qaida, se sont avérées arbitraires et illégales. « *Un homme, n'importe quel citoyen, qui vient à se trouver sur ces listes est précipité instantanément, dans un puits sans fond* » a fait remarquer Dick Marty [4].

Pourquoi des soi-disant « spécialistes du monde arabe » ou « experts en terrorisme », ont-ils œuvré de manière à propager un climat de peur et d'inquiétude vis-à-vis de la religion musulmane et à abonder dans le sens voulu par la propagande israélienne, c'est-à-dire, à viser continuellement, et en priorité, le mouvement des Frères musulmans, et à le désigner comme le péril absolu ? Pourquoi se sont-ils faits les instigateurs de ces campagnes mensongères ? Quel était finalement leur agenda ? Agissaient-ils de façon indépendante ou dans le cadre d'une stratégie organisée – et, si oui, par qui ? La question « *cui bono ?* » pourrait bien nous conduire sur la bonne piste.

La stratégie d'Israël a toujours consisté à tout tenter pour entraîner les grandes puissances dans sa confrontation avec ses voisins arabes et iraniens. Les campagnes orchestrées pour accréditer la « menace terroriste » devaient contribuer à déstabiliser les mouvements de résistance à l'occupant israélien en Palestine et au Liban, et les États qui, comme la Syrie, l'Iran, étaient dans la ligne de mire des États-Unis. [5]

Les gouvernements israéliens successifs ont toujours présenté la résistance palestinienne légitime, les résistants à l'occupant - résistance incarnée hier par le mouvement du Fatah (qu'il a réussi à mâter), et, depuis les années 90, par le mouvement du Hamas - comme des « terroristes » représentant une menace pour toute la région. En martelant que le Hamas et le mouvement des Frères musulmans qui, en Égypte s'oppose à Hosni Mubarak, ne faisaient qu'un, Israël a obtenu le plein ralliement du dictateur égyptien.

De même, en présentant la résistance libanaise incarnée par le Hezbollah, comme inféodée à l'Iran, et l'Iran lui-même comme une menace nucléaire, l'État d'Israël - fortement appuyé dans sa propagande de guerre par le réseau pro-israélien et divers services de renseignements aux États-Unis et en Europe - a réussi à entraîner l'Occident dans sa confrontation régionale sur fond de peur de l'Islam.

Le ciel est tombé une deuxième fois sur la tête de Youssef Nada quand, après les attentats du 11 septembre 2001, son nom, celui de ses associés ainsi que leurs sociétés, ont été inscrits sur la liste noire des personnes et institutions accusées de financer Al Qaida.

Aujourd'hui, grâce à sa formidable pugnacité, après huit années d'actions exténuantes et coûteuses auprès des tribunaux pour sauver son honneur et celui de sa famille, et être reconnu dans son innocence et son extranéité au terrorisme, il a obtenu la levée des accusations infamantes contre lui et la radiation de son nom de la liste terroriste des Nations Unies ; mais pas encore celle de toutes ses sociétés [6].

Ce n'est donc pas encore la fin de ses tribulations ! Dans cette folle histoire il a subi des torts moraux et des dommages estimés à plus de 380 millions de francs suisses. A qui va-t-il pouvoir présenter la facture de cet hallucinant gâchis auquel des journalistes sans scrupules ont activement contribué ?

Nous avons demandé à Youssef Nada si ceux des journalistes qui l'ont dépeint avec insistance et force d'affabulations, dans des avalanches d'articles et de livres traduits en plusieurs langues, comme le « chef d'un projet islamique qui voulait conquérir l'Occident », avaient, quand deux tribunaux l'ont innocenté, rectifié leurs erreurs et reconnu le mal qu'ils lui avaient causé. Il nous a répondu qu'aucun d'entre eux ne lui a jamais adressé la moindre excuse, ni écrit une ligne dans les médias qui avaient diffusé leurs accusations mensongères, pour faire connaître aux lecteurs abusés son innocence, établie depuis 2005, et admettre qu'ils s'étaient fourvoyés. Face aux fabrications délibérées d'un prétendu « ennemi islamiste », il convient de choisir son camp : le camp de la vérité et de la justice ; le camp de la défense de ceux qui sont discriminés par nos sociétés « civilisées ».

On n'est jamais mieux servi que par soi-même. Durant ces années de cauchemar où il a eu à affronter tracas et humiliations, Youssef Nada a pris la plume pour désigner les « vandales » qui ont détruit sa vie et celle de sa famille. Une famille qui vivait jusque là dans le confort tranquille d'une grande demeure donnant sur le lac de Lugano et qui, privée du jour au lendemain de ses revenus et de ses avoirs, s'est trouvée à devoir licencier ses domestiques et à vivre à l'étroit, mais qui a su faire front avec cette foi des gens qui n'ont rien à se reprocher et savent que la justice est de leur côté.

Partant de son douloureux cas, Youssef Nada a voulu rendre justice à tant d'autres frères et sœurs musulmans anonymes n'ayant pas les moyens de faire entendre leur voix, et bien plus maltraités que lui, par les manipulations médiatiques qui ont précédé les attentats du 11 septembre, et par la folie sécuritaire qui s'en est suivie.

Sur son site personnel [7] (jamais fini faute de temps) Youssef Nada raconte, avec distance et précision, ce qu'il a observé, constaté, compris, analysé, au cours de cette pénible odyssée.

Blessé par les injustices subies, profondément atteint, affaibli par le grand âge, mais infiniment digne face à l'adversité, il résume ainsi en préambule son état d'esprit d'alors : « *Youssef Nada, banquier prétendument terroriste, armé de foi et de courage, luttant pour établir son innocence et pour obtenir justice* ».

Nous vous invitons à lire ce que Youssef Nada présente comme une « *étude de cas sur l'utilisation abusive de slogans sur la lutte contre le terrorisme, pour stigmatiser les militants politiques musulmans.* »

Extraits du récit de Youssef Nada [8]

« LE "SMOKING GUN" »

En octobre 1997 un banquier m'a appelé pour me demander si j'avais lu l'article paru à mon sujet dans le Corriere della Sera. Je lui ai dit que non. Il m'a dit : c'est très grave, vous devriez le lire et le transmettre à votre avocat pour qu'il engage une action en justice.

Il m'a fallu lutter de 1997 à 2005 pour obtenir du Tribunal pénal de Milan une condamnation de l'auteur de cet article : **Guido Olimpio** [9] du Corriere della Sera. Un procès civil contre lui est actuellement toujours en cours [à Milan, ndt].

Les mensonges de Guido Olimpio figurant dans son article du Corriere della Sera ont été diffusés et répandus partout.

Parmi ceux qui ont contribué à répandre ces mensonges, que ce soit par jalousie ou par haine, sciemment ou non, intentionnellement ou non, qu'ils aient été engagés pour désigner des « activistes islamistes », ou motivés politiquement ou financièrement, ou par leur propre agenda professionnel, ou qu'ils aient été induits en erreur, on relève les noms suivants : Richard Labévière [10], Roland Jacquard, Leo Sisti, Kevin Coogan, Paolo Fusi, Daniel Pipes [11], Victor Comras, Sylvain Besson [12], Lorenzo Vidino [13], Mike Isikoff, Mark Hosenball, Douglas Farah et d'autres dont les noms seront indiqués ultérieurement.

Chacun d'eux a été utilisé pour répandre des histoires fabriquées, par les moyens à sa disposition, que ce soit des journaux, des films, des chaînes de télévision, des livres, des sites internet, des rapports de sécurité, et des témoignages devant la Chambre des Représentants.

En cherchant à mettre ensemble les pièces de la mosaïque, les grandes agences d'information allèrent encore plus loin en ajoutant de graves modifications qui mirent en cause leur crédibilité. La Télévision Suisse romande, la BBC, et l'AFP sont parmi celles qui m'ont causé le plus de torts.

Quand je me suis mis à chercher sur Google ce qu'on avait écrit à mon sujet, j'ai trouvé 200'000 pages répétant les mêmes fabrications.

Au cours du long processus d'enquête, ce furent surtout l'ignorance et le manque de connaissance qui conduisirent à de mauvaises interprétations ; tout cela aboutit finalement à soutenir des accusations sans fondement. Celles-ci devinrent un problème pour ceux qui dans le monde devaient investiguer. Aucun enquêteur n'a jamais pu mettre la main sur aucun élément de preuve pour soutenir ces fausses allégations, simplement parce qu'elles n'existent pas.

Ceux des enquêteurs qui ont été trompés par les mensonges qu'ils ont repris dans leurs rapports officiels ou témoignages, ne peuvent continuer à s'abriter derrière l'excuse que leurs preuves sont classées, alors que des avocats commencent à vérifier et à enquêter. Je leur recommande sincèrement de reconsidérer leurs sources et de reconnaître leur erreur.

L'enquête pénale a commencé dans divers pays au sujet de cette diffusion de fuites mensongères. D'autres actions vont suivre pour démasquer ceux qui ont utilisé ces mensonges pour en faire des articles, des livres ou des rapports officiels.

(...)

Quelques leçons à tirer

La plupart des gens l'ignorent, des journalistes, des responsables de rédactions travaillant dans les médias traditionnels ne sont pas forcément neutres : ils se font souvent l'écho de nouvelles biaisées qui participent activement à la guerre de propagande de certains États en guerre et contribuent à justifier l'inacceptable ; ou, pour les mêmes motifs, taisent délibérément certains événements [18].

Les gens ignorent également que, malheureusement, les nouveaux médias ne sont pas épargnés non plus par les manipulations étatiques [19]. Des blogs et des sites, qu'ils croient honnêtes, militants, radicaux, sont la création d'agents de renseignement qui, par le biais des forums notamment, cherchent à infiltrer les milieux dissidents, à mesurer l'impact des articles que ces derniers diffusent, à soulever des faux débats entre faux messagers, pour ensuite ameuter les décideurs politiques sur l'ampleur de la menace « antisémite » par exemple, et, *last but not least*, à identifier les « islamistes » qui tombent dans leurs provocations.

En 1990, Israël et les États-Unis ont parfaitement réussi à entraîner l'Organisation des Nations Unies dans la guerre du Golfe qui opposa l'Irak à une coalition de 34 États. Cette guerre qui devait, selon leurs dires, apporter la « paix en Palestine » et « un nouvel ordre mondial » n'a apporté ni l'un ni l'autre. Au contraire, elle a été le point de départ de guerres toujours plus meurtrières, et toujours en cours. Des pays entiers ont été détruits, démembrés, contaminés pour des millénaires par des bombes à l'uranium appauvri. Des peuples, ont été jetés dans la misère, la faim et dans la peur des cancers en grande augmentation. Ils ne comprennent pas que cette barbarie puisse continuer de s'abattre sur eux, sans soulever, au niveau mondial, la vague d'indignation qui pourrait permettre de l'arrêter.

Comment notre monde dit « civilisé » en est-il arrivé à ce degré d'inhumanité ?

Le journaliste britannique John Laughland [20] apporte des éléments de réponse à cette lancinante question. Il a brillamment analysé les techniques de désinformation utilisées pour conditionner l'opinion en vue d'atteindre des objectifs politiques [21]. Il se réfère notamment à l'ouvrage de Serge Tchakhotine « *Le viol des foules par la propagande politique* » [22], pour nous rappeler ceci : « ... le rôle des journalistes et des médias est fondamental pour s'assurer que la propagande est constante (...) la propagande ne saurait s'interrompre (...) une des règles fondamentales de la désinformation moderne est que le message doit être répété très souvent (...) les campagnes de propagande doivent être dirigées de manière centralisée et très organisée... ».

Laughland se fonde également sur les affirmations du journaliste à Sky TV, Tim Marshall, pour illustrer les liens pervers tissés entre journalistes et membres des services secrets. Il cite comme exemple les événements qui ont conduit à la chute de Milosevic, où Tim Marshall « se vante de ses nombreux contacts avec les services secrets, en particulier ceux de Grande-Bretagne et des États-Unis (...) Un des thèmes qui traversent son livre [23] sans qu'il le veuille, est que la frontière entre les journalistes et les barbouzes est ténue. Au début du livre, Marshall parle en passant des « liens inévitables entre les agents, les journalistes et les politiques », disant qu'ils « travaillent tous dans le même domaine ». Il continue sur le ton de la plaisanterie en disant que c'est une « association de barbouzes, de journalistes et de politicards, plus le peuple », qui a causé la chute de Milosevic. Il adhère au mythe de la participation du « peuple » mais le reste de son livre montre qu'en réalité le renversement du président yougoslave n'a pu avoir lieu que grâce à des stratégies politiques conçues à Londres et à Washington. »

Soyons clairs : certes, les États de droit ont besoin de services de renseignements pour assurer leur sécurité, mais les citoyens n'ont pas à accepter que ces États les trompent, par la fabrication de fausses informations. Il est de ce fait inacceptable que des journalistes entrent dans ce jeu.

Silvia Cattori

Suite pièce jointe

Silvia Cattori

[1] Voir :

« [L'incroyable histoire de Youssef Nada](#) », par Silvia Cattori, *Mondialisation*, 13 juin 2008.

« [Islam : L'ennemi fabriqué](#) », par Silvia Cattori, *Mondialisation*, 16 novembre 2008.

[2] Voir : « [Nous avons toujours cru en l'innocence de Youssef Nada](#) », par Silvia Cattori, *silviacattori.net*, 24 septembre 2009.

[3] Voir : « [Hamas perde meta' del tesoro](#) », par Guido Olimpico, *Corriere della Sera*, 20 octobre 1997.

[4] Quotidien suisse italien *Corriere del Ticino* du 25 septembre 2009. Sans la dénonciation par Dick Marty, de ces listes noires illégales, qui a contribué à médiatiser le sort de M. Nada, celui-ci serait peut-être encore sur cette liste, associé au « terrorisme » fabriqué, comme tant d'autres plus malchanceux que lui.

[5] Voir la vidéo en trois parties intitulée : « [Criminal State : A Closer Look at Israel's Role in Terrorism](#) », par Jeff Gates.

[6] Le 23 septembre 2009, a été retiré de la liste le nom de Youssef Nada et, le 22 octobre 2009 les noms de sa *BANK AL TAQWA* et de *AL TAKWA MANAGEMENT*. Les noms de ses deux associés avaient été retirés

précédemment : celui de Ali Ghaleb Himmatt le 10 août 2009, et celui d'Albert Huber (décédé en mai 2008) le 12 août 2008. Voir : <http://www.un.org/sc/committees/1267/docs/De-listed.htm>.

En revanche, les noms de ses autres sociétés, *BA TAQWA FOR COMMERCE AND REAL ESTATE COMPANY LIMITED* ; *NADA INTERNATIONAL ANSTALT* ; *WALDENBERG AG* ; *YOUSSEF M. NADA & CO.*

GESELLSCHAFT M.B.H., figurent encore sur la liste à l'heure où nous écrivons (voir : <http://www.un.org/sc/committees/1267/consolidatedlist.htm>).

[7] Voir : <http://www.youssefnada.ch/>

[8] Extraits traduits de l'anglais par JPH.

[10] Chef du service de politique internationale à RFI de 1999 à 2008, Richard Labévière a poursuivi ses enquêtes sur les Frères musulmans et le terrorisme islamique. On peut lire ses articles et les interviews qu'il a données à ce sujet, sur les moteurs de recherche. Compte tenu des fausses informations qu'il a propagées sur Youssef Nada, et sur le mouvement des Frères musulmans – le Hamas est le mouvement de résistance contre l'occupant qui a évité jusqu'ici la liquidation de la cause palestinienne - n'est-il pas troublant de le voir aujourd'hui apparaître comme un défenseur de la cause palestinienne ?

[11] Voir : « [Daniel Pipes, expert de la haine](#) », *Réseau Voltaire*, 5 mai 2004.

[12] Auteur de « La conquête de l'Occident », Sylvain Besson, journaliste au quotidien genevois *Le Temps*, s'est-il laissé prendre dans cette folle spirale de la menace exagérée, voir fabriquée ? Toujours est-il que, dans son incroyable essai, il affirme de manière fantaisiste que, parmi les documents séquestrés chez Nada, il y avait un plan de conquête de l'Occident par les Frères musulmans. Exactement ce que les services de propagande israéliens et leurs associés cherchaient à faire croire !

[13] Auteur de « Al Qaeda in Europe : The New Battleground of International Jihad ». Les écrits de Lorenzo Vidino, consacrés à l'Islam politique et au terrorisme en Europe ont participé à la fabrication de l'ennemi musulman. Vidino a témoigné auprès de l'*United States House of Representatives* sur l'extrémisme islamique en Europe.

[14] La *TSR* a diffusé, le 14 mai 1998, un documentaire fait d'amalgames et d'approximations, réalisé par Richard Labévière, en lien avec l'attaque terroriste barbare qui avait eu lieu le 17 novembre 1997 à Louxor, et au cours de laquelle de nombreux touristes suisses avaient été tués.

[15] « Les Dollars de La Terreur - Les Etats-Unis et Les Islamistes », Grasset & Fasquelle, 1999.

Richard Labévière a également publié ultérieurement, et dans la même veine, « Les coulisses de la terreur », Grasset, 2003.

[16] Responsable avec Youssef Nada de la banque suisse *Al-Taqwa* son nom aussi a été abusivement mis sur la liste des organisations suspectées de liens avec Al-Qaida.

[17] Voir (en anglais) le compte rendu de cette journée fait par M. Nada sur son site :

<http://www.youssefnada.ch/7%20NOVEMBER%202001.asp>

[18] Voir : « [Une répression passée sous silence](#) », par Seumas Milne, *Réseau Voltaire*, 10 janvier 2010.

[19] Voir par exemple : « [Israël déploie une équipe de cybernautes pour diffuser de la désinformation positive](#) », par Jonathan Cook, *info-palestine.net*, 25 juillet 2009.

[20] John Laughland a été administrateur du [British Helsinki Human Rights Group](#), association étudiant la démocratie et le respect des Droits de l'homme dans les anciens pays communistes, et membre de *Sanders Research Associates*. Il est aujourd'hui directeur de recherches à l'*Institut pour la Démocratie et la Coopération*.

[21] Voir : « [La technique du coup d'État coloré](#) », par John Laughland, *Réseau Voltaire*, 4 janvier 2010.

[22] *Le viol des foules par la propagande politique*, par Serge Tchakhotine, Gallimard, réédition en poche 1992.

[23] *Shadowplay*, par Tim Marshall, Beograd : Samizdat B92, 2003.

Silvia Cattori

<http://www.silviacattori.net/article1084.html>

1-7 Alain Gresh : Propagande et désinformation à l'israélienne (II)

Dans [un précédent envoi](#), le 13 janvier, j'avais commencé l'analyse d'un document publié par The Israel Project, une officine défendant l'État d'Israël.

Ce texte d'une centaine de pages, qui ne devait pas être rendu public, avait été dévoilé au mois de juillet dernier par Douglas Bloomfield, un ancien et important responsable du lobby pro-israélien AIPAC, dans un article du *New Jersey Jewish News*, sous le titre « [Change the policy or change the subject ?](#) ».

Cet article fut suivi par un autre, écrit par Chris McGreal pour le quotidien britannique *The Guardian* (23 août 2009), sous le titre « [Pro-Israel groups accuse Obama of promoting "ethnic cleansing"](#) ».

Selon le journaliste, dans le document mentionné, The Israel Project affirmait que le démantèlement des colonies israéliennes équivalait à un nettoyage ethnique et mettait en cause la sécurité d'Israël.

A la suite d'un coup de fil demandant des précisions, Jennifer Laszlo Mizrahi, fondatrice et présidente de The Israel Project, nous a transmis cette précision :

« La version de ce guide qui circulait sur le Web était une version préliminaire et elle contenait des choses que nous avons retirées.

Par exemple, dans l'ébauche, nous avons utilisé les mots "nettoyage ethnique" : une grosse erreur qui a été retirée.

Mais l'ancienne version de ce guide a été mise en ligne : nous avons donc envoyé une explication et des excuses aux journalistes qui nous ont interrogés à ce sujet. »

Elle m'a aussi envoyé une mise au point allant dans le même sens qu'elle avait fait parvenir au *Guardian* et que ce quotidien avait reproduite le 26 août sous le titre « [No ethnic cleansing](#) ».

J'ai ensuite demandé à Mme Mizrahi de m'envoyer la version définitive du texte. Elle m'a expliqué que ce document n'était pas important, qu'elle ne s'en servait pas, qu'elle ne l'avait pas regardé depuis plusieurs mois, etc.

J'en ai conclu que, bien que The Israel Project ait fait son autocritique sur la question du « nettoyage ethnique », ce texte restait significatif de ce que son organisation faisait, et j'en poursuis donc l'analyse. D'autant que Jennifer Mizrahi écrivait en introduction du texte dont elle prétend aujourd'hui qu'elle ne le lit plus :

« Au nom de notre conseil et de l'équipe, nous vous proposons ce guide destiné aux leaders visionnaires qui sont sur les lignes de front de la guerre médiatique pour Israël. Nous voulons que vous réussissiez à gagner les cœurs et les esprits du public. Nous savons que, en réussissant votre mission, vous contribuez à la fois à aider Israël et notre famille juive mondiale. Ainsi, nous vous offrons ces mots avec nos vœux les plus sincères pour votre succès. Puissent vos paroles aider à apporter la paix et la sécurité à Israël et au peuple juif ! »

Il faut dire aussi un mot de l'auteur de ce texte, Frank Luntz, un homme lié à la droite américaine, commentateur sur la chaîne de télévision Fox et dont on trouvera une intéressante biographie [sur Wikipedia](#). Il a notamment joué un rôle actif auprès du président Bush dans la campagne pour minimiser les risques liés au changement climatique.

Le chapitre III du document explique comment il faut parler du « self government » des Palestiniens, alors que la majorité des Américains et des Européens soutiennent l'idée de deux Etats vivant côte à côte. Le manuel propose de ne pas aller ouvertement contre cette conviction, mais de dire que la paix doit venir avant la définition des frontières :

« "La paix avant les frontières politiques" met en place la dynamique parfaite pour vous.

Ce slogan met en avant la nécessité d'arrêter les roquettes, arrêter les bombardements, et de créer un cessez-le-feu, tout en minimisant subtilement l'importance de d'une solution à deux Etats en l'appelant "les frontières politiques". Le slogan de la paix est toujours plus fort que celui de la politique dans l'esprit de l'élite. Toujours. » Plus loin, l'auteur demande de souligner que la lutte est « une lutte idéologique, pas une lutte pour la terre, une lutte contre le terrorisme, pas une lutte pour les territoires.

C'est pourquoi vous devez éviter d'utiliser les arguments religieux d'Israël pour la terre pour justifier le refus d'abandonner la terre. De telles affirmations font apparaître Israël comme extrémiste aux yeux de gens qui ne sont pas des croyants chrétiens ou juifs. »

Il faut aussi apparaître comme « pro-palestinien » (sic), parce que c'est ce que la gauche européenne ou américaine veut entendre. Mais un danger surgit du fait que l'opinion américaine commence à faire la différence entre l'Autorité palestinienne et le Hamas. « C'est une évolution très inquiétante parce que cela peut l'amener à excuser ou à écarter le terrorisme et la culture de la haine propagée par l'Autorité palestinienne elle-même. »

Quoi qu'il en soit, conclut ce chapitre, apparaître comme soutenant les Palestiniens est la manière la plus crédible de défendre Israël...

(La suite dans un prochain envoi, si j'ai le courage de continuer...)

Alain Gresh

mardi 26 janvier 2010,

<http://blog.mondediplo.net/2010-01-26-Propagande-et-desinformation-a-l-israelienne-II>

2 Les brèves

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 Après le mur d'acier sur la frontière de Ghaza : L'Égypte construit un port de contrôle...

L'Égypte a entamé des travaux pour lutter contre la contrebande par voie maritime avec la bande de Ghaza, afin de compléter un dispositif terrestre lui aussi en cours de renforcement, ont fait savoir, hier, les services de sécurité égyptiens.

Les autorités ont débuté la construction près de la frontière d'un port destiné aux bateaux des forces égyptiennes, afin « d'empêcher toute tentative de contrebande de la part des Palestiniens par la frontière maritime », a affirmé un responsable des services de sécurité sous le couvert de l'anonymat. « L'Égypte a mis au point un plan complet garantissant la sécurité de ses frontières maritimes et terrestres avec Ghaza. Il y a des constructions en cours (...) et d'autres toujours à l'étude », a-t-il ajouté.

Des témoins ont indiqué à l'AFP avoir vu des engins ramener des blocs de pierre le mois dernier et les rassembler sur la plage. Les travaux ont commencé il y a trois jours, ont-ils précisé.

Les travaux pour la construction d'une barrière souterraine à la frontière avec Ghaza, censée empêcher la contrebande par des tunnels avec l'enclave contrôlée par le mouvement islamiste Hamas, sont toujours en cours, a ajouté ce responsable. Sous forte pression israélienne et américaine pour mieux contrôler sa frontière avec la bande de Ghaza et empêcher les trafics d'armes, l'Égypte a décidé d'édifier une barrière métallique souterraine et d'autres dispositifs pour verrouiller cette zone sensible. Le président Hosni Moubarak a défendu ces travaux, les qualifiant d'affaire de « sécurité nationale » et de « souveraineté », sans toutefois donner de détails précis sur les

ouvrages.

Par R. I.

Lundi 8 février 2010

<http://www.elwatan.com/Apres-le-mur-d-acier-sur-la>

2-2 Le grand capital de l'industrie, la mafia et la corruption contribuent à l'édification du mur en acier.

D'abord le grand initiateur de cette opération est le dénommé Ahmad EZ, membre de la commission politique au sein du Parti National Démocratique Egyptien.

Avant l'entrée de cet individu dans la scène politique, il était un simple homme d'affaires, jusqu'à sa fulgurante ascension politique grâce à ses étroites relations d'amitié avec l'ambassade de l'entité sioniste en Egypte.

Cette entité est bien consciente que le plus court chemin pour atteindre le plus haut sommet politique de l'Etat se concrétise par la conjonction du grand capital et des affaires, c'est ainsi qu'elle a façonné cet individu jusqu'à lui permettre d'approcher le Président Moubarak en personne et d'avoir une grande influence sur lui.

Ahmad EZ porta le dossier relatif à l'édification du mur d'acier et le proposa à Moubarak.

Son contenu de plusieurs pages justifie cette édification en avançant deux principaux arguments :

- 1- Ce mur permettra à l'Egypte de prouver ses bonnes intentions vis-à-vis des critiques américano sionistes envers le régime égyptien accusé de laxisme quant à la fermeté au regard de la fuite d'armes vers Gaza ;
- 2- Ce mur évitera les bombardements massifs sionistes le long des frontières, bombardements risquant de fragiliser la partie du territoire égyptien limitrophe à Gaza, avec pour conséquence immédiate une révolte populaire qui risquerait de fragiliser le régime.

Ajoutons à cela que notre individu Ahmad EZ, déjà accusé pour ses relations avec la mafia spécialisée dans la fuite des richesses archéologiques égyptiennes vers l'étranger, aura du grand profit à tirer de cette opération puisqu'il est également propriétaire d'usines fabriquant acier et ciment, d'autant plus qu'il trouvera dans celle-ci une opportunité pour provoquer la hausse des prix de ces matériaux.

Enfin, ci-après la liste des principaux acteurs impliqués dans cette opération :

La société Egyptienne EZ de l'acier et du ciment ;

La société arabo suisse de l'Ingénierie et du commerce du Ciment ;

L'entreprise Cimex ;

La société Import – Export spécialisée dans la fourniture de matériaux aux industriels de l'acier ; il faut savoir que cette société appartient à un certain Mohammad Tabet, parent proche de Moubarak ;

La société Israélienne Qanaan ;

Une société égyptienne spécialisée dans la fourniture d'abris de chantier ;

Une société égyptienne spécialisée dans la fourniture de la logistique pour les grands chantiers ;

La société Ab Del Chahid spécialisée dans le gros matériel de chantier et de transport ;

Les deux sociétés Sica et Al wafa'a spécialisées dans l'isolation et le traitement du ciment ;

La société Acro spécialisée dans la précontrainte et le câble ;

Une filiale de la société Pepsi Cola pour la fourniture des eaux minérales à la main d'œuvre de chantier ;

La société américaine Coleman spécialisée dans le câble électrique ;

Le Bureau International de l'Import-export.

Remarque : cette liste est loin d'être exhaustive puisque le financement, l'assistance technique, la supervision des travaux et la haute technologie (à savoir, la mise à contribution des satellites artificiels dans la surveillance du mur et de la frontière) sont assurés par la troïka américano-franco-sioniste.

<http://libanresistance.blogspot.com/2010/01/le-grand-capital-de-lindustrie-la-mafia.html>

2-3 Comment « l'American Jewish Committee," et le "World Jewish Congress." » ont acheté le vote de Panama à l'ONU.

Un petit article très instructif cependant pour voir comment le lobby sioniste aux USA peut servir la diplomatie de Tel Aviv même dans le cadre de relations de Washington avec des pays tiers. Ici, c'est le gouvernement de la république de Panama qui vend à Tel Aviv sa voix à l'ONU moyennant un soutien des organisations juives américaines à l'approbation par Washington d'un accord de libre échange.

Tout à fait édifiant! Ce post sera suivi, je l'espère, d'un ou deux autres à venir sur le thème du lobby sioniste aux Etats Unis.

Panama soutient Israël en échange d'un appui à l'Accord de Libre Echange avec les Etats Unis

La Nacion (Costa Rica) 3 février 2010 traduit de l'espagnol par Djazaïri

Ville de Panama (dpa).

La communauté juve des Etats Unis a manifesté sa disposition à soutenir Panama pour la ratification de l'Accord de Libre Echange avec les Etats Unis, dès lors que ce pays appuiera les demandes d'Israël sur la scène internationale.

C'est ce qu'a reconnu aujourd'hui l'ambassadeur de Panama auprès de l'Organisation des Nations Unies, Pablo Thalassinos, qui a présenté son rapport d'activités devant la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée Nationale.

Panama, un pays traditionnellement neutre ou conciliateur dans les conflits du Moyen Orient, a voté quatre résolutions en faveur des Israéliens ces derniers mois, témoignant d'un alignement sur le gouvernement de Tel Aviv qui faciliterait la ratification de l'accord, appelé Trade Promotion Agreement par le Congrès des Etats Unis. Parmi les organisations qui soutiennent aux Etats Unis les aspirations économiques de Panama relativement à l'accord commercial, figurent "l'American Jewish Committee," et le "World Jewish Congress." La mission de ces organisations est de convaincre le président des Etats Unis, Barack Obama, et les membres du Congrès d'une approbation urgente.

De fait, Thalassinos s'est opposé au rapport Goldstone qui accuse Israël et l'organisation palestinienne Hamas d'avoir commis des crimes de guerre pendant les combats qui ont eu lieu fin 2008 début 2009.

Le rapport a été établi par un juge Sudafricain, Richard Goldstone, qui a enquêté sur les circonstances du conflit armé dans la bande de Gaza et ses alentours.

Le texte, soutenu par la Ligue Arabe et le Mouvement des Pays Non Alignés, a été adopté par 114 voix pour, 18 contre et 44 abstentions.

A cet égard, l'ambassadeur a reconnu que la politique panaméenne sur le conflit israélo-palestinien a changé depuis que le président de la république, Ricardo Martinelli, et le premier ministre Juan Carlos Varela lui ont confié cette mission d'ambassadeur. Il soutient que son vote aux Nations Unies reflète le "droit" international. Thalassinos prévoit qu'au moyen d'un lobbying efficace par la communauté juive aux Etats Unis, le traité commercial en attente d'approbation à Washington pourrait être ratifié avant la fin du premier semestre de cette année, à la satisfaction de Panama.

Libellés : [American Jewish Committee](#), [Etats Unis](#), [lobby sioniste](#), [ONU](#), [Panama](#), [rapport Goldstone](#), [World Jewish Congress](#)

<http://mounadil.blogspot.com/>

2-4 Nétanyahou prêt à négocier mais «sans préalables»

Le Premier ministre israélien espère une relance des négociations avec Palestiniens et Syriens mais refuse des «conditions qui forceraient Israël à des concessions énormes avant toute négociation».

Le Premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, a réaffirmé dimanche qu'Israël est prêt à négocier avec les Palestiniens et la Syrie... A condition qu'il n'y ait pas de «*conditions préalables*».

«J'espère que nous sommes à l'orée d'une relance des négociations avec les Palestiniens et nous sommes disposés à les reprendre avec la Syrie», a assuré Nétanyahou à l'ouverture du Conseil des ministres hebdomadaire. Il a rappelé ses deux «principes»: «pas de conditions préalables qui forceraient Israël à des concessions énormes avant toute négociation» et le fait que «tout accord final devra préserver les intérêts fondamentaux d'Israël, en premier lieu en matière de sécurité».

Le chef du gouvernement a ajouté, à cette occasion, qu'«Israël aspire à la paix avec ses voisins, comme il y est parvenu avec l'Egypte et la Jordanie».

«*Tu perdras la prochaine guerre*»

Ces déclarations interviennent après une attaque virulente du ministre israélien des Affaires étrangères, jeudi, contre le régime syrien. «*Notre message doit être clair à (Bachar al-Assad, président syrien, ndlr): non seulement tu perdras la prochaine guerre mais tu perdras aussi le pouvoir, toi et ta famille*», avait menacé Avigdor Lieberman.

Mardi, le chef de la diplomatie syrienne, Walid Mouallem, avait mis Israël en garde contre tout projet de guerre contre la Syrie, estimant qu'un tel conflit se transformerait en «*guerre généralisée*».

La Syrie et Israël avaient engagé, en mai 2008, des négociations indirectes, par l'intermédiaire de la Turquie, portant sur le plateau du Golan occupé par Israël en 1967 puis annexé, ainsi que sur un éventuel accord de paix. Mais ces discussions ont été rompues après l'offensive israélienne contre la bande de Gaza il y a un an. L'actuel gouvernement israélien exclut un retrait intégral du Golan exigé par la Syrie et plusieurs de ses ministres écartent même un retrait partiel.

De son côté, l'Autorité palestinienne du président Mahmoud Abbas exige qu'Israël gèle totalement la colonisation, y compris à Jérusalem-Est annexé, avant de reprendre des discussions, ce que Nétanyahou a catégoriquement rejeté.

7/2

<http://www.liberation.fr/monde/0101617901-netanyahou-pret-a-negocier-mais-sans-prealables>

2-5 Des Palestiniens lancent des pierres sur un ministre israelien lors de sa visite au village d'Araba.

Des sources médiatiques dans les territoires occupés en 1948 ont dit que des dizaines d'habitants du village d'Araba ont manifesté, le mardi 26/1, devant l'école al Birouni pour protester contre la visite du ministre sioniste de la sécurité intérieure, Itshak Aharonovitz, à leur village.

Les habitants du village ont dit qu'Aharonovitz et ses adjoints ne sont pas les biens venus dans le village d'Araba parce qu'ils sont responsables de la violence dans les villages palestiniens, ainsi que les crimes perpétrés dans la Bande de Gaza et en Cisjordanie occupée.

Ils ont souligné que plusieurs adolescents ont lancé des pierres sur les voitures du ministres sioniste et la délégation qui l'accompagnait.

27-01

CPI

2-6 Les petits soldats de Tsahal.

Pour enrôler des étudiants, l'armée israélienne mène campagne au sein des écoles.

L'armée israélienne s'invite de plus en plus dans les lycées de l'Etat juif. Au grand dam de nombreux enseignants. En marge du programme scolaire habituel, les lycéens israéliens s'apprêtent à découvrir une nouvelle matière : la valorisation du combat militaire. D'ici à deux semaines, près de 300 établissements auront reçu la visite de hauts gradés, dans le cadre d'un atelier pédagogique intitulé "Le sentier des valeurs". Cette campagne, conçue par l'armée, vise à doper l'enrôlement des bacheliers dans les unités d'élite qui opèrent en terrain hostile, comme la bande de Gaza. "Le service militaire n'est pas seulement une obligation, c'est un privilège et une valeur sociale", explique le ministre de l'Education, Gideon Saar, haut responsable du Likoud (droite).

Les visites des galonnés s'inscrivent dans un projet plus vaste destiné à resserrer les liens entre Tsahal et le système éducatif. Objectif: endiguer le déclin de la conscription, à laquelle 28% des jeunes Israéliens échappent chaque année, pour des motifs religieux ou idéologiques. Des bonus financiers sont désormais offerts aux lycées qui obtiennent un taux d'enrôlement élevé parmi leurs diplômés. L'armée israélienne dresse même un palmarès, diffusé dans la presse, qui distingue l'établissement du pays ayant envoyé le plus d'étudiants dans les unités combattantes.

Ce mélange des genres inquiète un nombre croissant d'éducateurs, qui regrettent que les médiocres résultats des étudiants israéliens aux tests d'évaluation internationaux semblent susciter moins d'intérêt que le taux de recrutement dans les brigades Golani ou le commando Sayeret Metkal. Pour ces professeurs, les intrusions répétées de militaires dans les salles de classe vont à l'encontre de leur vocation pédagogique, fondée sur l'enseignement de l'esprit critique. "Le service militaire est obligatoire, mais ce n'est pas une valeur en soi, souligne Nimrod Aloni, directeur de l'Institut pour la recherche éducative. Il n'est pas utile de promettre nos enfants à l'armée dès l'adolescence. Notre société, qui rêve d'être Athènes, court le risque de devenir Sparte."

22/1

http://www.lexpress.fr/actualite/monde/proche-orient/les-petits-soldats-de-tsahal_843701.html

2-7 Israël kidnappe 70 travailleurs Palestiniens.

Les forces d'occupation Israéliennes ont kidnappé 70 travailleurs Palestiniens la nuit dernière en Cisjordanie à côté du village de Bait Aor Al-Tahta, à l'ouest de Ramallah.

Les travailleurs étaient cachés dans un van, comme ils n'avaient pas la permission de travailler dans les terres occupées de 1948.

Les travailleurs étaient cachés dans un van lancé de Jérusalem en direction des terres occupées de 1948.

Shaher Sad, le secrétaire général de la Fédération Générale des Unions Commerciales de Palestine, a condamné la performance des forces d'occupation Israéliennes de poursuite et de kidnapping des travailleurs Palestiniens la nuit dernière.

Ces travailleurs étaient sur le chemin du travail dans les terres occupées de 1948, comme il n'y a aucune chance de travail en Cisjordanie.

Les travailleurs Palestiniens sont humiliés tous les jours par les soldats Israéliens au poste de contrôle et aux murs.

Le mois dernier, nombre de travailleurs Palestiniens avaient été battus et kidnappés à Jérusalem.

[The Palestine Telegraph](#)

08/02/2010

http://french.pnn.ps/index.php?option=com_content&task=view&id=4511

2-8 Bil'in village.

Deux blessés et des dizaines de militants gazés lors de la manifestation hebdomadaire Comité populaire de Bil'in

29 janvier

Au cours de la manifestation hebdomadaire, Sultan Aboul-Enein, frère d'Ahmed Assaf (un porte-parole pour le Fatah) et le correspondant de la télévision palestinienne, Haroon Amayreh ont été blessés. Des dizaines de militants ont été intoxiqués suite à l'inhalation de gaz lacrymogène. La répression israélienne contre les manifestants, a été forte malgré la présence de militants internationaux et israéliens.

Comme chaque vendredi, le Comité Populaire de Bil'in appelait à manifester contre la colonisation et le mur d'Apartheid. De nombreux militants israéliens et internationaux ont répondu présent ainsi que Sultan Aboul-Enein, membre du Comité central du Fatah et Ahmed Assaf, porte-parole du Fatah. Tous ont montré leur solidarité avec les villageois arrêtés ces six derniers mois, lors de la campagne israélienne visant à étouffer la lutte populaire.

Sultan Aboul-Enein, membre du Comité central du Fatah a adressé ses salutations à tous les militants pacifistes du monde entier soutenant les habitants de Bil'in et le peuple Palestinien. Il a rappelé son soutien ferme aux villageois contre la construction du mur et la colonisation.

La manifestation a ensuite débuté, partant du centre du village. Les militants brandissaient de nombreux drapeaux palestiniens et des banderoles condamnant la politique israélienne de colonisation, les attaques contre les maisons de palestiniens de Jérusalem Est, des appels à cesser la campagne d'arrestation et pour la libération de tous les détenus, ainsi que la levée du siège de Gaza. Les manifestants ont scandé des slogans appelant à l'unité nationale, à la résistance contre l'occupation, la libération de tous les prisonniers, et des slogans condamnant l'agression et le siège de Gaza.

Quand le cortège est arrivé à la barrière du chantier du mur, les forces militaires israéliennes, se sont postées derrière les blocs de béton après avoir fermé la barrière de barbelés. Les manifestants ont tenté de passer de l'autre côté de la barrière, sur les terres volées, mais l'armée a immédiatement répliqué en tirant des bombes assourdissantes mais aussi des balles en caoutchouc ainsi que des gaz lacrymogènes. Iyad Burnat, Président du Comité Populaire Contre le Mur, a été blessé à la main. Ahmed Khatib a reçu une bombe lacrymogène derrière la tête. Sultan Aboul-Enein et le correspondant de la télévision Haroon Amayreh, ainsi que des dizaines d'autres personnes ont été intoxiqués suite à l'inhalation de gaz.

Après la manifestation, le Comité de Bil'in a dénoncé la campagne d'arrestations de dirigeants et militants d'action populaire en Cisjordanie. Le comité a rappelé que malgré les arrestations d'Abdullah Abu Rahma et de Mohammed Khatib, coordinateurs et membres du Comité Populaire Contre le Mur et la colonisation à Bil'in, mais aussi celle d'Hamza al-Khawaja, membre du Comité Populaire dans le village de Ni'in, ne dissuaderont pas les militants de continuer la résistance contre l'occupation israélienne et le mur d'Apartheid.

Source : Bil'in Village

<http://www.bilin-village.org/...>

2-9 Bil'in village (2)

Arrestation de Mohammed Al Khatib du Comité Populaire de Bil'in

Mohammed Al Khatib du Comité Populaire de Bil'in a été arrêté à son domicile jeudi matin vers 1h30. Les soldats ont pénétré chez lui et confisqué des documents, talons de chèques, téléphones portables et des documents liés aux manifestations populaires.

Après son arrestation, les soldats sont retournés chez Mohammed pour poursuivre leurs recherches alors que sa femme et ses quatre enfants ainsi que d'autres membres de famille étaient sur place. La fouille a duré environ une heure.

Des activistes internationaux et des médias indépendants étaient présents à l'extérieur de la maison mais les soldats les ont agressivement maintenus à distance afin de les empêcher de documenter les événements. Un agent des services de l'immigration et un officier de police étaient également sur place et ont menacé d'arrêter les observateurs internationaux. Aucune autre arrestation n'a eu lieu.

Cette arrestation fait partie de cette vague de violence de l'armée israélienne, s'intensifiant depuis fin 2009 et le début de cette année, contre les manifestations populaires non violentes. Chaque semaine des arrestations ont lieu, les militants et organisateurs des manifestations contre le mur d'Apartheid israélien et les colonies subissent un harcèlement constant.

Source : Bil'in Village

28/1

<http://www.bilin-village.org/...>

<http://www.palestine-solidarite.org/petition.Bilin.280110.htm>

2-10 Les ouvriers de la Cisjordanie constamment maltraités de la part de l'armée israélienne.

Ce n'est pas la joie pour l'économie palestinienne. Les Palestiniens se trouvent obligés d'aller travailler à l'intérieur de l'Entité sioniste, contre vents et marées. Et il n'est pas facile d'obtenir une autorisation de l'administration civile israélienne. Celle-ci ne donne une telle autorisation que sous des conditions le moins que l'on puisse dire humiliantes. Autorisation donnée ne signifie guère que l'ouvrier soit à l'abri d'agressions et d'arrestations.

A l'aube de chaque dimanche, les Palestiniens qui n'arrivent à obtenir ces autorisations essaient de contourner les barrages militaires israéliens pour aller travailler à l'intérieur des territoires palestiniens occupés en 48. Ils mettent leur vie en péril pour gagner leur vie, pour mettre quelque chose sous les dents de leurs enfants.

Nazar Suleyman est un ouvrier de la ville d'Al-Khalil, au sud de la Cisjordanie. Il travaille dans la région de Bir As-Sabi', dans les territoires palestiniens occupés en 1948. Il dit que le périple est une rude épreuve que même les films d'action n'arrivent à l'imaginer.

Maltraitance et brutalité

Les ouvriers sont toujours en danger, dit-il. A tout moment, les soldats israéliens peuvent tirer sur eux. Ils les arrêtent. Ils les agressent, leur brisent leurs membres et leurs dents, es mettent à nu, leur volent leur argent... En Cisjordanie, le travail est quasi-inexistant. Et quand il existe, le salaire est très minime. En "Israël", on travaille... Mais à quelles conditions ? Aller travailler en "Israël" n'est ni facile ni bien payé. De plus, pour l'aller-retour, le coût est très élevé, notamment pour payer les passeurs.

La politique des os cassés

Il y a peu de temps, des soldats israéliens ont agressé dix ouvriers palestiniens, vers le barrage militaire Az-Zaïm. Ils leur ont cassé des dents et des membres. Un exemple de ce que l'ouvrier palestinien subit pour gagner son pain.

Cet incident a été précédé par un autre. Des soldats israéliens avaient cassé les membres de trois ouvriers palestiniens des départements de Tulkarem et de Jénine. Ils les ont jetés dans le village de Bethlehem Jala. A savoir qu'une grande tranche de la population palestinienne se trouve obligée de travailler à l'intérieur de l'Entité sioniste, environ 970 mille ouvriers dont quelques dizaines de milliers seulement portent des autorisations. 67 ouvriers palestiniens sont encore détenus par les autorités de l'occupation israélienne, sans parler des ouvriers morts et blessés.

Pire, le gouvernement de l'occupation a décidé de présenter un projet de loi renforçant les sanctions imposées non seulement sur les ouvriers palestiniens, mais aussi sur les Juifs les employant, ainsi que sur les passeurs. Tous les moyens sont bons pour étouffer encore plus les Palestiniens, comme si tous ces barrages ne suffisaient pas, ou ce mur discriminatoire de séparation, ou ces colons dont les agressions n'ont pas l'air de s'arrêter.

Le Centre Palestinien d'Information - © 2010

28 janvier

Cisjordanie – CPI

<http://www.palestine-solidarite.org:80/rapport.CPI.280110.htm>

2-11 Kanaan Obeid : la centrale électrique de Gaza va arrêter complètement le jeudi prochain.

Le vice-président de l'autorité de l'énergie palestinienne, l'ingénieur Kanaan Obeid, a appelé les pays arabes et les hommes libres dans le monde à intervenir immédiatement pour sauver la Bande de Gaza avant l'arrêt total de la centrale électrique de Gaza, le jeudi prochain 28/1, à cause de l'arrêt du financement de l'Union Européenne à cette centrale.

Dans une déclaration spéciale au centre palestinien d'information, Obeid a dit, le lundi 25/1: "nous avons arrêté le travail de la moitié de la centrale après l'épuisement du carburant nécessaire".

Le responsable palestinien a déclaré que l'Union Européenne a arrêté son financement à la centrale depuis décembre 2009, en affirmant que l'autorité de l'énergie ne possède aucun moyen pour poursuivre le travail de la centrale après l'épuisement du carburant et l'arrêt du financement européen.

Il a appelé les pays arabes et tous les hommes libres dans le monde à sauver les habitants de la Bande de Gaza, notamment les malades et les enfants.

CPI

25-01

2-12 "Israël" développera des satellites de petite taille lancés par avion.

L'entité sioniste développe des satellites espion de petite taille lancés par avion, a annoncé jeudi la radio publique israélienne.

Ces satellites, pesant moins de 120 kg, pourraient graviter à 300 km de distance de la terre au lieu de 600 km pour les satellites espion en usage dans le monde, leur donnant une meilleure capacité d'observation.

Le chef de l'armée de l'air israélienne, le général Ido Nahoshtan, a révélé mercredi ce projet de "micro satellites". "Nous cherchons à développer des micro satellites, qui pourraient être mis sur orbite aussi facilement qu'un avion qui décolle" a-t-il déclaré lors d'une conférence publique près de Tel-Aviv.

"Nous voulons et devons pouvoir observer des territoires aussi étendus soient-ils et cela en permanence", a précisé le général, dont les propos sont rapportés par les médias israéliens.

L'entité sioniste opère trois satellites espions, Ofek5, Ofek 7 et Tecsar, qui a été lancé en janvier 2008 à partir du centre spatial indien de Sriharikota.

D'un poids de 300 kilos, TecSar est le premier satellite israélien possédant la technologie SAR (Synthetic Aperture Radar), susceptible entre autre de surveiller les installations nucléaires iraniennes.

En juin 2007 « Israël » avait lancé un satellite espion, Ofek 7, à l'aide d'une fusée de type Shavit équipée de trois moteurs à partir de la base de Palmahim, au sud de Tel-Aviv.

A l'instar d'Ofek-5, son jumeau, il effectue une rotation autour du globe terrestre en une heure et trente minutes, et devrait rester en orbite de 4 à 6 ans au maximum, à une altitude variant de 480 à 600 km.

28/01

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=121780&language=fr>

3 Dossier

Ndlr :La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 Adrien Jaulmes «Un État palestinien est devenu impossible»

Nb - Ndlr :La publication de l'analyse ne signifie nullement que la rédaction partage tout le point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information.

Pour le pacifiste palestinien Sari Nusseibeh, Israël n'aura bientôt d'autre choix que d'intégrer sa population arabe.

INTERVIEW -

Sari Nusseibeh, doyen de l'université al-Qods à Jérusalem et intellectuel palestinien engagé, avait été l'auteur en 2002 d'un plan de paix cosigné avec Ami Ayalon, ex-chef du Shin Bet, le service de sécurité israélien.

LE FIGARO. - La question de Jérusalem, qui a ressurgi en 2009, ne complique-t-elle pas la reprise des négociations entre Israéliens et Palestiniens ?

Sari Nusseibeh . - Tout le monde n'a eu de cesse de reporter la question de Jérusalem. On redécouvre soudain que c'est sans doute le principal problème. Et aussi que les données de ce problème ne sont plus les mêmes. Alors que les négociateurs travaillaient dans leur bulle à une solution de paix, la ville a profondément changé : la situation de 1967 n'existe plus aujourd'hui, et le partage est devenu beaucoup plus difficile.

Quels sont ces changements ?

Géographiquement, la surface de l'agglomération est passée de 20 km² à 50 km² : dans cette grande Jérusalem, les Israéliens ont construit à l'est 13 nouveaux quartiers, où vivent à présent 250 000 Juifs, reliés entre eux par des voies rapides. Ils entourent les secteurs arabes de Jérusalem-Est et les séparent les uns des autres. Les Israéliens ont aussi créé de toutes pièces le concept de la « cuvette sainte », qui regroupe le quartier musulman de la Vieille Ville et les quartiers avoisinants, qui forment le noyau de la Jérusalem arabe. Ils y mènent une politique active d'expulsions, de destructions et d'expropriations, rendant de plus en plus difficile une éventuelle partition de Jérusalem.

La solution de deux États est pourtant soutenue par le monde entier ?

En 1967, l'un des premiers partisans de la solution à deux États était Uri Avneri (figure historique de la gauche pacifiste israélienne). Il n'avait à l'époque aucun soutien. Quatre décennies plus tard, ses idées ont eu un immense succès, puisqu'elles sont aujourd'hui partagées par le monde entier, jusqu'au président américain. Mais, pendant ce temps, la possibilité de créer deux États s'est évanouie. Même si je n'exclus pas la possibilité d'un miracle, je ne considère personnellement plus cette perspective comme réalisable.

C'est le résultat de la politique de colonisation israélienne ?

Les Israéliens ont appliqué en Cisjordanie la même politique qu'à Jérusalem. Cette extraordinaire ingéniosité coloniale s'est faite au détriment des populations. Les sionistes ont réussi en termes de béton et de macadam, de ce point de vue, ils existent. Mais en ce qui concerne la chair et le sang, ils restent des étrangers. Plus ils réussissent à bétonner, moins ils parviennent à créer une vraie démocratie et à s'enraciner dans la région.

Que vont devenir les Palestiniens sans État ?

Nous sommes toujours là, et c'est un paradoxe : en 1948, les Israéliens voulaient créer un État sans Palestiniens, et ils étaient presque parvenus à les chasser. En 1967, leur victoire a réuni les réfugiés avec ceux qui étaient restés en Israël. Nous étions dispersés, ils nous ont réunis. Les Israéliens sèment leur propre échec par leurs succès. La colonisation de Jérusalem et de la Cisjordanie, qui rend impossible une solution à deux États, va obliger Israël à cohabiter avec une importante population arabe et à remettre en cause son système démocratique.

Pourquoi les Palestiniens ont-ils échoué ?

Nous avons échoué, c'est vrai, en partie à cause de notre incapacité à négocier, ou à comprendre la négociation, et en partie à cause de notre corruption. Pis encore, en jouant à la politique, en courant après un État, nous avons laissé se dégrader de façon considérable les conditions de vie de notre population. Il y a vingt ans, les Palestiniens de Gaza n'avaient aucun droit politique, mais ils pouvaient se rendre en Cisjordanie, ou même à Tel-Aviv, pour y travailler, aller à la plage, au restaurant. Mais nous avons aussi échoué à cause de l'autre partie, qui ne voulait rien nous donner. Aujourd'hui, la dynamique israélienne va à l'encontre de toute concession. Ils ne voient plus la nécessité d'un compromis. Les Israéliens ne pensent plus que de façon machiavélique, considérant que la force est la seule chose importante, qu'elle est la seule garantie de leur survie. Pourquoi seraient-ils intéressés par des négociations ?

Votre plan de paix conçu avec Uri Avneri est-il encore réalisable ?

J'en ai proposé plusieurs !

Le meilleur était sans doute celui que j'avais envisagé dans les années 1980, en demandant qu'Israël annexe purement et simplement les Territoires palestiniens. Au lieu de ça, ils ont pris le territoire, mais nous ont laissés sans droits. J'ai donc travaillé, avec Ami Ayalon, sur la solution de deux États. Nous nous étions mis d'accord autour de six principes, que nous avons choisis parmi les concessions les plus douloureuses, pour que tout le monde les voie bien et que les gouvernements soient contraints à les accepter. Jérusalem figurait parmi ces points. C'est à cette époque que Mahmoud Abbas a signé la Feuille de route, en 2003. Je pensais déjà que c'était une erreur.

Que préconisez-vous aujourd'hui ?

Le dernier plan que j'ai proposé est une lettre que j'ai envoyée il y a six mois à Obama et à George Mitchell. Je leur propose d'arrêter immédiatement des négociations devenues inutiles : toutes les questions ont été plus ou moins réglées, ne restent que les points insolubles. À la place, les États-Unis devraient proposer eux-mêmes la

solution aux problèmes restants. Chaque camp proposerait ce plan par référendum à sa population. Le vote aurait lieu le même jour, et la réponse serait conditionnée à l'acceptation de l'autre partie.

Quelle perspective reste-t-il aux Palestiniens ?

Ma prochaine proposition sera de demander à Israël de nous annexer, en nous acceptant comme des citoyens de troisième catégorie. Les Palestiniens bénéficieraient des droits élémentaires, le mouvement, le travail, la santé, l'éducation, mais n'auraient aucun droit politique. Nous ne serions pas des citoyens, seulement des sujets.

Adrien JAULMES

Source : [Le Figaro](#)

Article original publié le 6/1/2010

URL de cet article sur Tlaxcala :

<http://www.tlaxcala.es/pp.asp?reference=9845&lg=fr>

3-2 Meron Benvenisti : L'inévitable régime binational.

La stratégie du « diviser pour régner » est un moyen notoire de domination colonialiste ; toutefois, nous sommes au XXI^e siècle et aujourd'hui les traditions impérialistes sont considérées comme un chapitre infâme de l'histoire du monde occidental, écrit Meron Benvenisti.

L'article ci-dessous, extrait d'un livre, a été publié aujourd'hui dans l'édition de Haaretz en hébreu.

Il n'a pas été publié dans l'édition anglaise du journal, mais il a été traduit par les professeurs Zalman Amit and Daphna Levitt et circule par courriel.

Introduction d'une interview avec Benvenisti dans le magazine Challenge, numéro 99, septembre - octobre 2006

Sur Meron Benvenisti : Les analyses rigoureuses de Meron Benvenisti hérissent souvent, aussi bien la droite que la gauche. Il a été maire-adjoint de Jérusalem dans les années 70, chargé de l'administration des secteurs arabes annexés de la ville.

Dans les années 80, avant la première intifada, il a fondé et dirigé le **West Bank Data Project**, qui a mis en lumière les effets des politiques israéliennes. Sa conclusion la plus controversée est que ces politiques correspondent à une annexion de facto. Il a prétendu, qu'à cause des colonies (qui à l'époque n'étaient que des miettes par rapport à aujourd'hui), la situation était devenue irréversible.

En conséquence, Benvenisti maintient depuis longtemps que, pour des raisons de population et de ressources, la terre située entre le Jourdain et la Méditerranée ne peut pas accueillir deux États.

Parmi ses livres, on citera : Jerusalem : The Torn City (1977) ; Conflicts and Contradictions : Israel, the Arabs and the West Bank (1986) ; Intimate Enemies : Jews and Arabs in a Shared Land (1995) ; City of Stone : The Hidden History of Jerusalem (1996) ; et Sacred Landscape : The Buried History of the Holy Land since 1948 (2000).

L'inévitable régime binational.

Les territoires ont été occupés en 1967 comme suite à une action militaire, mais l'aspect militaire a rapidement cédé le pas à l'élément « civil » - à savoir les colonies - qui sont devenues le facteur prépondérant, subjuguant les militaires à leurs besoins et mettant les forces de sécurité au service du groupe ethnique juif. Finalement, les colonies elles-mêmes n'étaient plus aussi significatives qu'elles ne l'avaient été à une époque.

Dans les années 70 et 80, le simple fait de construire et de peupler des colonies dans n'importe quel point des territoires a joué un rôle essentiel dans la création de faits accomplis politiques. Ceux qui ont implanté les colonies dans le bloc Katif de la bande de Gaza, ou au cœur de la Samarie et en Judée septentrionale ont présumé que les Palestiniens resteraient soumis à jamais ; autrement, comment expliquer pourquoi on aurait créé des villes juives au sein de populations arabes ? Les colons ont prétendu dès le début que le sionisme faisait fi de la réalité. Le sionisme a réussi, disaient-ils, précisément parce qu'il avait ignoré la réalité. Par conséquent, les arguments démographiques et géographiques utilisés contre les colons s'évaporaient dans la ferveur de leur imagination.

Les colonies, pièces de musée

Vers la fin des années 80, les colonies ont franchi le seuil critique au-delà duquel leur croissance démographique et urbaine était assurée. Les dirigeants des colonies ont créé avec succès un groupe de pression puissant qui chevauchait la Ligne verte. Il s'ensuit que l'infrastructure juridique et physique, qui rendait possible l'annexion de facto des territoires, était solidement ancrée. À partir de là, le nombre de colonies, et même la taille de leur population, sont devenus sans importance parce que l'appareil de domination israélienne avait été raffiné au point de brouiller totalement la distinction entre Israël proprement dit et les territoires occupés, et entre d'une part, les colonies de Cisjordanie et de la bande de Gaza et d'autre part, les communautés juives à l'intérieur d'Israël. De même, la confiscation de terres a cessé d'avoir principalement pour but d'y construire des colonies, pour devenir avant tout le moyen de gêner les mouvements de la population palestinienne et de s'appropriier son espace physique.

Dans le nouveau paradigme, les colonies ne sont plus importantes en tant qu'instruments de contrôle spatial. La barrière/mur de séparation et ses portes, les « routes stériles » et une myriade de règlements militaires se sont substitués aux colonies en tant que symboles du sionisme.

Néanmoins, la plupart des colonies, aussi bien grandes que petites, ont continué à gaspiller les ressources publiques à une échelle colossale tout en prétendant à tort qu'elles étaient « le noyau de l'entreprise idéologique sioniste » et qu'elles étaient nécessaires pour sa sécurité. Quarante ans après la création de la première colonie, « la colonie » - tout comme le *kibboutz* et le *mochav* et comme les colonies entourées de palissades et dotées

d'un mirador de la période antérieure à l'État- est devenue une autre pièce au musée des antiquités sionistes. L'âge de l'idéologie est terminé ; la construction de colonies et leur démantèlement sont devenus un passe-temps dépassé sans incidence réelle sur les développements politiques, si ce n'est comme symbole et moyen de mobiliser aussi bien la droite que la gauche.

La tentative de désigner les colonies - et les colons - comme les principaux obstacles à la paix est un alibi pratique, masquant l'implication de tout le corps israélien dans le maintien et l'expansion du régime de coercition et de discrimination dans les territoires occupés et la préservation des bénéfices qu'il en retire.

À la fin des années 80, après deux décennies d'occupation, le contrôle israélien des territoires situés au-delà de la Ligne verte est devenu quasi permanent, et la souveraineté s'exerçait uniquement vis-à-vis des résidents palestiniens : en ce qui concerne les citoyens israéliens et leurs intérêts, l'annexion des territoires est un fait accompli. Définir les territoires comme « occupés » est en fait une tentative de donner un caractère temporaire à leur situation qui se terminera « lorsqu'il y aura la paix » et cela permet de ne pas résoudre « entre-temps » les dilemmes immédiats. Le terme est une béquille pour ceux qui recherchent des précédents optimistes, leur permettant de croire que cette occupation se terminera, comme toutes les autres avant elle. Ce choix linguistique contribue donc à masquer et noyer la réalité des territoires, encourageant ainsi le maintien du statu quo.

Un statu quo quasi stable

La poursuite du statu quo crée une situation quasi stable : la communauté juive - réseau décousu de cultures et de tribus ethniques en tension permanente - est soudée par l'inimitié de « l'Autre » palestinien et par sa volonté de le gouverner. L'unité vis-à-vis du monde extérieur lui permet de maintenir son contrôle et de mettre en oeuvre avec succès une stratégie de morcellement de la communauté palestinienne.

La stratégie du « diviser pour régner » est un moyen notoire de domination colonialiste ; toutefois, nous sommes au XXIe siècle et aujourd'hui les traditions impérialistes sont considérées comme un chapitre infâme de l'histoire du monde occidental. Au fil de trois générations, le peuple palestinien a été réduit en miettes. Il a non seulement été écrasé par la force, mais a également assumé des identités fractionnées et s'est soumis aux programmes qui lui étaient dictés : l'Autorité palestinienne représente ostensiblement le peuple palestinien, mais en fait elle ne représente que la partie palestinienne vivant en Cisjordanie et se débat dans le « processus de paix » pour améliorer les conditions d'un quart seulement de la nation palestinienne tout entière. Les habitants de Jérusalem-Est veulent uniquement qu'on les laisse tranquilles et ne veulent pas être forcés (« par patriotisme ») à renoncer aux privilèges dont ils bénéficient en tant que résidents israéliens ; dans le débat sur le détachement des quartiers arabes périphériques, les habitants de Jérusalem-Est veulent rester annexés à Israël. Les Israéliens palestiniens (« Arabes israéliens ») se battent pour qu'on les reconnaisse en tant que « minorité nationale » et exigent des droits individuels et collectifs égaux sous le régime israélien. Ils n'associent pas leur lutte à celle de leurs frères qui vivent de l'autre côté du mur / barrière de séparation. Les Israéliens palestiniens se battent pour « l'égalité » et leurs « droits de citoyens » tandis que les Palestiniens des territoires occupés se battent pour « l'autodétermination ». Les militants du Hamas de la bande de Gaza ne s'intéressent pas aux implications de leur rhétorique pour les intérêts de l'ensemble de la nation palestinienne. Quant aux Palestiniens de la diaspora, ils continuent à trimpler les clés de la maison qu'ils ont quittée en 1948 et rêvent du « Retour ».

La division des Palestiniens en sous-communautés n'a pas encore atteint son accomplissement et les contraintes politiques, économiques et sécuritaires approfondissent le retranchement des identités divisées, qui assument lentement des caractéristiques culturelles et même linguistiques séparées. Au fil des générations, l'entreprise sioniste - dont le développement a défié la communauté arabe palestinienne, et a donc contribué à son unification en un groupe national distinct - est devenue la force dominante sous l'emprise de laquelle la communauté palestinienne a éclaté.

Processus du morcellement palestinien

Le morcellement est devenu le principal outil du contrôle israélien désireux de préserver sa domination sur Israël/Palestine depuis le fleuve jusqu'à la mer. Le morcellement lui sert d'assurance contre la « menace démographique » puisque très bientôt, les Palestiniens auront la majorité numérique dans la région. La communauté juive au pouvoir continuera, même lorsqu'elle deviendra minoritaire, à imposer ce morcellement aux Palestiniens en utilisant la carotte et le bâton habituels, en dictant le programme, en menaçant, en maniant les punitions collectives et les pots de vin. Ceci préservera, voire approfondira, le manque de coordination, la divergence d'intérêts des communautés palestiniennes divisées et assurera la domination de la communauté juive - intérieurement fragmentée, mais donnant une image extérieure de cohésion - sur les Palestiniens morcelés, assurant par là même le statu quo.

Durant les années 60 et 70, la politique de morcellement visait une minorité d'« Arabes israéliens ». Maintenant, elle est mise en oeuvre d'une manière extrêmement sophistiquée pour 5 millions de Palestiniens, sans attirer guère d'attention. Ce n'est pas par accident que la propagande israélienne n'a pas intérêt à mettre en lumière les réalisations du morcellement ; au contraire, Israël agite le spectre de la « menace existentielle » contre un adversaire monolithique, afin de rallier des partisans contre « les forces sombres de l'islamofascisme ». En cela, les sionistes sont inconsciemment aidés par les milieux de gauche et le « camp de la paix » qui restent attachés à la notion romantique d'un peuple palestinien soudé, uni dans sa lutte pour la liberté. À eux se joignent des porte-parole palestiniens qui considèrent que parler du succès du morcellement relève d'une propagande hostile. Même ceux qui sont au courant sont surpris quand on attire leur attention sur l'étendue du processus de morcellement. Leur attention est détournée vers des questions marginales et plusieurs organisations concurrentes appuient chacune un groupe fragmenté, exécutent des programmes différents et retiennent l'attention, exacerbant par là

même, le morcellement et la confusion. Le paradoxe est que les tentatives sérieuses d'aborder des programmes palestiniens séparés qui prétendent contester le statu quo, ne font en fait que le renforcer.

La place prééminente des « relations internationales » et le discours diplomatique en sont l'exemple le plus frappant. Des négociations inutiles et de longues discussions entre experts sur des « questions clés » se poursuivent pendant des décennies sans produire de changement dans les arguments et les contre-arguments éculés tandis que la réalité est transformée et que le « processus de paix » sert de rideau derrière lequel s'est retranchée la règle du diviser pour régner.

Un concept unique de souveraineté

La position sioniste traditionnelle consistant à nier l'existence même d'une nation palestinienne ne peut pas servir de réponse à la demande palestinienne d'autodétermination dans les territoires occupés. Néanmoins, les Israéliens cherchent à limiter ce concept à un quart seulement des Palestiniens, ceux qui vivent en Cisjordanie. À leur intention, ils ont inventé un concept d'« État » unique : sa « souveraineté » sera éparpillée, privée d'infrastructures physiques unies/intégrées, sans liens directs avec le monde extérieur et limitée à la hauteur de ses bâtiments résidentiels et à la profondeur de ses tombes. L'espace aérien et les ressources en eau resteront sous contrôle israélien. Les patrouilles d'hélicoptères, les ondes hertziennes, les manettes des pompes à eau et les interrupteurs électriques, l'enregistrement des résidents et l'émission de cartes d'identité, ainsi que les laissez-passer d'entrée et de sortie, seront également contrôlés (directement ou indirectement) par les Israéliens. Cette caricature ridicule d'un État palestinien, décapité et sans pieds, sans avenir, sans aucune chance de développement est présentée comme l'accomplissement du but de symétrie et d'égalité inhérent au vieux slogan « deux États pour deux peuples ». Il a l'appui, même des partisans loyaux du « Grand Israël » et le « camp de la paix » traditionnel se réjouit de son triomphe.

Des pans importants du « camp de la paix » israélien qui croit fermement dans la « partition de la terre » comme principe métapolitique, sont contents ; ils croient qu'ils ont gagné le débat idéologique, historique avec la droite. Maintenant, ils peuvent charger toute la tragédie palestinienne sur une entité qui englobe moins de 10 % de la Palestine historique. En outre, ce serait la solution pour tous les réfugiés à l'extérieur de Palestine « qui peuvent rentrer dans le mini État palestinien » et aussi offrir une solution pour les Palestiniens israéliens qui peuvent obtenir leurs droits collectifs dans un État palestinien. C'est en fait une solution bon marché et pratique ; après tout, elle se base en apparence sur le modèle vénérable du « conflit national » et la solution classique de deux États pour deux peuples.

Mais comment se fait-il qu'Ariel Sharon, Ehud Olmert et Benyamin Netanyahu, rejets du « camp nationaliste » soient devenus les champions de l'« État-nation palestinien » ? Qu'est-ce qui les a amenés à croire qu'il n'y a qu'une seule entité collective légitime - les Palestiniens étant simplement des bandes terroristes - pour déclarer que le conflit est national et que par conséquent la solution consiste en une partition entre « deux États-nations » ? La cause en est les Palestiniens, qui en lançant l'*intifada* d'al-Aqsa ont obligé les Israéliens à se rendre compte qu'ils sont irrépessibles et ne peuvent être ni ignorés ni déportés. L'*intifada* a forcé les Israéliens, pour la première fois de leur histoire, à délimiter les frontières géographiques de leur expansion, à construire des barrières et des barrages routiers et à abandonner les zones peuplées risquant de renverser l'équilibre démographique. Les zones restantes, fragmentées et non viables, peuvent être déclarées comme l'État palestinien.

Effacer de la conscience

Cette prise de conscience a coûté cher aux relations inter communautaires. Les événements violents de l'*intifada* ont amené le public israélien - juif à une croisée des chemins dans ses relations avec ses voisins - ennemis. Pour la première fois depuis que la rencontre tragique a commencé il y a plus d'un siècle, les juifs ont tourné le dos aux Palestiniens, les ont effacés de leur conscience, les ont emprisonnés derrière des murs impénétrables. Les juifs ont voulu se rassembler dans un ghetto et ont prié pour que la Méditerranée soit à sec afin qu'un pont puisse être construit pour les relier à l'Europe. Cette mentalité se manifeste dans les deux monuments récemment construits et dont le symbolisme dépasse la valeur fonctionnelle : la gigantesque barrière/mur de séparation et l'aéroport colossal de Ben Gourion. Le mur a pour fonction de cacher les Palestiniens et de les effacer de la conscience israélienne, tandis que l'aéroport sert de porte d'évasion.

Ostensiblement, cela n'est pas nouveau : le public juif a toujours aliéné et ignoré les Arabes. Mais c'était une indifférence intime, similaire à la manière dont une personne approche sa propre ombre ; elle peut l'ignorer, mais elle ne peut jamais s'en débarrasser. Le processus de désengagement mental est continu, mais il n'y a pas de doute que l'apparition des commandos-suicides l'a accéléré. Il ne pouvait pas y avoir de considération intime pour une culture qui alimente un phénomène aussi monstrueux et les Palestiniens étaient par conséquent complices dans le divorce qui leur était imposé. Les milieux racistes de droite ont exploité la situation et ont transformé des émotions diffuses en un plan pratique de « transfert » (ou expulsion) et de refus des droits civiques ; les militants des droits humains se sont opposés aux injustices et se sont heurtés à l'indifférence ; les mouvements politiques excellent à effacer les Arabes de la conscience israélienne ; et ceux qui mettent en garde (tout cela est une illusion) qu'il est impossible d'effacer des millions d'êtres humains, sont traités avec hostilité. La droite israélienne manifeste du mépris à l'égard de la « racaille » arabe et croit qu'il est possible de contrôler les Arabes par des tours de passe-passe et des menaces, tandis que la gauche israélienne joue avec des plans de paix théoriques et se garde de s'impliquer dans les difficultés quotidiennes de la population palestinienne ; ensemble, ils répètent tous le slogan « nous sommes ici et eux sont là-bas ».

Statu quo durable

Il est réaliste de conclure qu'Israël continuera à gérer le conflit en fragmentant les Palestiniens. *Le statu quo perdurera aussi longtemps que les forces qui souhaitent le préserver sont plus fortes que celles qui désirent le saper et telle est la situation aujourd'hui en Israël/Palestine.* Après près d'un demi-siècle, le système de gouvernement israélien connu sous le nom d' « occupation » - qui assure le contrôle complet de tout agent ou processus qui met en danger la domination totale de la communauté juive ainsi que les avantages politiques et matériels que celle-ci accumule - est devenu de plus en plus sophistiqué de façon empirique, réaction non planifiée à quelque code génétique de la société colonisatrice qui a supplanté l'autre. Ce statu quo, qui semble chaotique et instable est beaucoup plus solide que la description conventionnelle de la situation parlant d'une « occupation militaire temporaire » ne le laisserait penser. C'est précisément parce que le statu quo est essentiellement trouble et mal défini que son ambiguïté assure sa durabilité : il se prête à des interprétations différentes et conflictuelles et semble préférable aux scénarios apocalyptiques ; c'est pourquoi il est persuasif. Le statu quo volatile survit grâce à une combinaison de plusieurs facteurs :

1. Le morcellement de la communauté palestinienne et l'excitation des fragments restants les uns contre les autres.
2. La mobilisation de la communauté juive en faveur du régime d'occupation, perçu comme une sauvegarde de son existence même.
3. Le financement du statu quo par les « pays donateurs ».
4. Une stratégie à l'égard des pays voisins donnant la priorité aux intérêts bilatéraux et mondiaux plutôt qu'à la solidarité ethnique arabe.
5. Le succès de la campagne de propagande connue sous le nom de « négociations avec les Palestiniens » qui convainc beaucoup que le statu quo est temporaire et que par conséquent ils peuvent continuer à s'amuser avec les alternatives théoriques à « l'arrangement du statut final ».
6. La réduction au silence de toutes les critiques en les taxant de haine et d'antisémitisme ; répulsion à l'égard de qui oserait dire que le statu quo est durable et ne sera pas facilement changé.

Changements internes

Il ne faut pas déduire que le statu quo est gelé ; bien au contraire, les mesures prises pour le perpétuer entraînent des conséquences à long terme. Le détachement de Gaza n'est pas temporaire, mais quasi permanent et il affectera l'avenir du peuple palestinien. Avoir détaché Gaza de la Cisjordanie a créé deux entités séparées et Israël peut inscrire une autre victoire à son actif dans le processus de morcellement : 1,5 million de Palestiniens sont en voie de réaliser une caricature d'État qui comprend 1,5 % de la Palestine historique où habitent 30 % de son peuple.

Le canton cisjordanien, dont la surface rétrécit rapidement sous l'effet d'une colonisation de masse est considéré comme le cœur des Palestiniens sous occupation. Toutefois, il subit des changements politiques et économiques rapides qui ressemblent à ceux qu'ont connu les Palestiniens israéliens après 1948, avec des différences évidentes en raison des circonstances historiques et de la taille de la population. Il semble que beaucoup de Cisjordanais se soient véritablement lassés de la violence qui les a conduits au désastre, ce qui oblige les Israéliens à tenir compte du caractère non-violent de leur lutte et de l'accumulation par leur communauté de pouvoir économique et socioculturel.

Tous ces changements, ainsi que d'autres, intervenus dans le statu quo, sont significatifs, mais restent *internes* et se déroulent sous le contrôle d'Israël qui peut les accélérer ou les ralentir en fonction de ses intérêts. Toutefois, sans la permission, ou du moins l'indifférence des puissances extérieures, le statu quo ne pourrait pas durer. Des contributions financières massives libèrent Israël du fardeau que représente le coût énorme du maintien de son contrôle sur les Palestiniens et créent un système de corruption et d'intérêts acquis. L'existence artificielle de l'Autorité palestinienne perpétue en soi le statu quo parce qu'il alimente l'illusion que la situation est temporaire et que le « processus de paix » y mettra bientôt fin.

Disparités économiques

Habituellement, l'accent porte sur l'inégalité politique et civile et le refus de droits collectifs que le modèle de partition - ou le modèle de partage du pouvoir - est censé résoudre.

Mais l'inégalité économique, l'iniquité plus importante encore et plus dangereuse qui caractérise la situation actuelle ne seront corrigées par aucune des deux solutions. Il y a un écart gigantesque dans le produit intérieur brut par habitant entre Palestiniens et Israéliens : il est de plus de 1 : 10 en Cisjordanie et de 1 :20 dans la Bande de Gaza ; il y a également une disparité énorme dans l'utilisation des ressources naturelles (terres, eau). Cet écart ne peut pas durer sans la force des armes mise en oeuvre si efficacement par l'établissement de défense israélien qui applique un système de contrôle draconien. Même la plupart des Israéliens qui s'opposent à « l'occupation » ne veulent pas y renoncer parce que leur bien-être personnel en pâtirait. Tous les systèmes économiques, sociaux et spatiaux de gouvernance dans les territoires occupés sont conçus pour maintenir et sauvegarder les privilèges israéliens et la prospérité des deux côtés de la « Ligne verte » aux dépens de millions de Palestiniens captifs et appauvris.

Il faut donc rechercher un paradigme différent pour décrire l'état des choses plus de 40 ans après que Israël/Palestine est devenu à nouveau une unité géopolitique suivant 19 ans de partition. Le terme « *régime binational de facto* » est préférable au paradigme occupant/occupé parce qu'il décrit la dépendance mutuelle des deux sociétés ainsi que les liens physiques, économiques, symboliques et culturels qui ne peuvent pas être rompus sans un coût intolérable. Décrire la situation comme étant binationale de facto n'indique pas qu'il y ait parité entre Israéliens et Palestiniens ; bien au contraire, la description souligne la domination totale par la nation juive - israélienne sur une nation palestinienne morcelée, aussi bien territorialement que socialement. Aucun

paradigme d'occupation militaire ne peut refléter les bantoustans créés dans les territoires occupés qui séparent une population libre et prospère, ayant un PIB brut de près de 30 000 \$ par habitant, d'une population dominée, incapable de façonner son propre avenir, ayant un PIB de 1500 \$ par habitant. Aucun paradigme d'occupation militaire ne peut expliquer comment la moitié des zones occupées (« zone C ») ont été essentiellement annexées, laissant à la population occupée des terres séparées sans existence viable. Seule une stratégie d'annexion et de domination permanente peut expliquer la vaste entreprise de colonisation et les énormes investissements effectués dans les logements et l'infrastructure.

Histoire du dilemme binational - partition

Le dilemme binational/partition n'est pas nouveau pour les deux mouvements nationaux.

Les Palestiniens, qui ont rejeté la résolution de partition des Nations unies de 1947, ont dit dans leur convention nationale que la Palestine est « une unité territoriale intégrale ». Ce principe est devenu dans les années 70 le concept d'une « Palestine démocratique non sectaire (ou laïque) ». En 1974, l'OLP a abordé dans sa réflexion politique l'idée de la partition. Elle a adopté le Plan par phases : « nous continuerons à lutter pour obtenir les droits du peuple palestinien au retour et à l'autodétermination dans le contexte d'un État palestinien national indépendant dans toute partie du sol palestinien, à titre intermédiaire, sans compromis, reconnaissance ou négociation ». En 1988, l'OLP a toutefois modifié cette stratégie par le biais des négociations pour arriver à la formule actuelle de partition en suivant les lignes de l'armistice de 1967.

Donc les Palestiniens n'ont accepté l'option de partition qu'il y a 20 ans.

Jusqu'à vers le milieu des années 40, le sionisme a officiellement défini son objectif national final exclusivement par la transformation de la Palestine *Eretz Israël* en une entité indépendante ayant une écrasante majorité juive. L'objectif final de tous les mouvements nationaux (création d'un État souverain) était sous-entendu les sionistes s'identifiant comme un mouvement de libération nationale. Toutefois, le débat sur les avantages qu'il y avait à mettre l'accent sur l'objectif final s'est poursuivi pendant toute l'histoire du mouvement sioniste. Le leadership officiel s'est efforcé de formuler des objectifs politiques intermédiaires et ceux-ci ont changé en fonction des conditions politiques. Dans l'ordre chronologique, ses objectifs ont été : un foyer national, une immigration sans restriction et la création d'une majorité juive, un « sionisme organique » (c'est-à-dire colonisation et un secteur économique juif indépendant) ; le partage du pouvoir (« parité ») avec les Arabes (indépendamment de la taille de la population) ; un État binational ; une fédération de cantons juifs et arabes ; la partition. Ce n'est qu'au début des années 40, que les sionistes ont ouvertement et officiellement soulevé la demande d'un État juif souverain. Les objectifs territoriaux du mouvement sioniste étaient également ambigus. L'accord sur la partition de la Palestine (1936, 1947) a été accepté par beaucoup comme une simple phase dans la réalisation des aspirations sionistes, mais aussi (par certains) comme un compromis fondamental avec le mouvement national palestinien. Pendant la période du mandat, l'idée binationale était jugée acceptable par l'établissement sioniste, notamment par Haïm Weizman et David Ben Gourion. Il faut toutefois rappeler que les juifs étaient en minorité et que leur exigence d'un État juif était insolente ; le partage du pouvoir et même la parité semblaient préférables. En outre, une fédération de cantons aurait pu aplanir l'énorme avance démographique arabe. Le choix entre le binationalisme et la partition a été fait deux fois : en 1936, la commission Peel a rejeté le plan de cantonisation de l'Agence juive et a choisi la partition ; en 1947, l'assemblée générale des Nations unies a voté en faveur de la partition et a rejeté le plan minoritaire proposant un État fédéral.

Seul un groupe marginal d'intellectuels juifs considérait l'État binational comme la seule manière d'éviter un conflit sanglant permanent. Ces intellectuels ont essayé de copier le modèle suisse ; ils ont accentué le principe de la parité, mais ne sont pas entrés dans les détails. De fait, il n'était pas nécessaire de le faire puisque, tant les Palestiniens que les sionistes rejetaient l'idée binationale et la plupart des juifs la considéraient comme une trahison. Le mouvement *Hashomer Hatzair* a adopté certains des éléments du modèle binational, mais la création de l'État en 1948 a mis fin à cette initiative. Ce fut le triomphe de la notion selon laquelle le sionisme ne peut être réalisé que par un État juif souverain, et ceux qui osent contester ce précepte sont considérés comme des traîtres.

Après la guerre de 1967, la droite politique israélienne a joué avec le concept du binationalisme sous une forme conforme à son idéologie (le plan d'autonomie).

L'idéologie du Likoud a rejeté le caractère « transitoire » de l'occupation israélienne, mais sa croyance dans le « Grand Israël » s'est heurtée à la réalité démographique ; les cercles libéraux du Likoud (dirigés par Menachem Begin) se débattaient dans le fameux dilemme : un État juif ou démocratique ?

La réponse de Begin se fondait sur le système (failli) qu'il avait connu en Europe de l'Est après la première guerre mondiale - non territorial, autonomie culturelle et communale pour les minorités ethniques en vertu des traités relatifs aux minorités de la Ligue des Nations. Le plan d'autonomie de Begin avait été modifié dans les accords de Camp David (1978) et on y ajouta les éléments territoriaux. Le modèle d'Oslo a repris beaucoup d'éléments (fortement modifiés) du plan d'autonomie de Begin et les accords d'Oslo peuvent être considérés comme des arrangements binationaux parce que les pouvoirs territoriaux et légaux de l'Autorité palestinienne sont intentionnellement vagues ; l'enveloppe extérieure des frontières internationales, le système économique, voire l'enregistrement de la population, restaient sous contrôle israélien. En outre, les accords complexes d'Oslo exigeaient une coopération étroite avec Israël, ce qui, du fait de l'énorme disparité entre son pouvoir et celui de l'Autorité palestinienne signifiait que l'AP était simplement une autorité municipale ou provinciale ennoblée. Donc en l'absence de tout processus politique, une structure binationale de facto a été implantée bon gré mal gré.

Une description non pas une prescription

La chose n'est plus à débattre ; la question n'est pas de savoir *si* une entité binationale sera établie, mais plutôt de *quel type* d'entité il s'agira.

Le processus historique qui a commencé en conséquence de la guerre de 1967 a progressivement abrogé l'option de partition, si celle-ci a jamais existé.

Par conséquent, le binationalisme est moins un programme politique ou idéologique qu'une *réalité de facto déguisée en situation temporaire*. C'est une *description* de la situation actuelle et non pas une *prescription*.

Meron Benvenisti

4 février

Du même auteur :

Israël-Palestine, conflit national ? - 30 novembre 2007

Broyeurs d'identités - 15 octobre 2007

Comme ça, tout à coup, au milieu des vacances - 22 juillet 2007

Faire la paix n'a jamais fait partie de la politique d'Israël - 20 avril 2007

Diviser pour régner - 18 mars 2007

22 janvier 2010 - JFJFP - Cet article peut être consulté ici :

<http://jfjfp.com/?p=9659>

Traduction : Anne-Marie Goossens

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=8105

3-4 Alain Gresh : Une paix imposée au Proche-Orient ?

Alors que George Mitchell, envoyé spécial du président américain, est en visite à Paris, où il rencontre lundi 11 Bernard Kouchner, plusieurs voix s'élèvent outre-Atlantique pour demander à Washington d'imposer une solution au conflit israélo-palestinien.

La plus radicale est celle de Henry Siegman, directeur de U.S./Middle East Project (New York), ancien directeur de l'American Jewish Congress (1978-1994), qui signe un article dans l'hebdomadaire The Nation (7 janvier),

« Imposing Middle East Peace » :

« La volonté acharnée d'Israël d'établir des "faits accomplis" en Cisjordanie occupée, une orientation qui se poursuit en violation même du gel limité de la colonisation auquel le Premier ministre Benjamin Netanyahu s'est engagé, semble enfin avoir réussi à verrouiller l'irréversibilité du projet colonial.

À la suite de ce "succès", celui que les gouvernements israéliens successifs ont longtemps cherché afin d'exclure la possibilité d'une solution fondée sur deux Etats, Israël a franchi le seuil de la "seule démocratie au Moyen-Orient" au seul régime d'apartheid dans le monde occidental. »

« Le caractère inévitable d'une telle transformation a souvent été annoncé non par des "ennemis d'Israël", mais par les dirigeants du pays lui-même. Le premier ministre Ariel Sharon a fait référence à ce danger, tout comme le premier ministre Ehud Olmert, qui a averti qu'Israël ne pouvait pas manquer de se transformer en un Etat d'apartheid s'il ne renonçait pas à "presque tous les territoires, sinon tous", y compris les parties arabes de l'Est Jérusalem. »

(...)

« Ce n'est pas seulement la prolifération des colonies et leur taille qui rendent leur démantèlement impossible. Tout aussi décisive a été l'influence du complexe colons d'Israël-sécurité-industriel, qui a conçu et mis en œuvre cette politique ; la disparition récente de tout parti politique israélien ayant un programme réaliste de paix, et l'infiltration par les colons et leurs partisans au sein du camp religieux-national dans des positions de premier plan dans les appareils sécuritaires et militaires. »

« Olmert s'est trompé sur un point, car il a dit qu'Israël se transformerait en un Etat d'apartheid quand la population arabe dans le Grand Israël dépasserait la population juive. Mais la taille relative des populations n'est pas le facteur déterminant dans une telle transition. Au contraire, le point tournant vient quand un Etat refuse l'autodétermination nationale à une partie de sa population, même minoritaire, et lui refuse également les droits de la citoyenneté. »

(...)

« Un souvenir très fort de l'époque je dirigeais le Congrès juif américain est un voyage en hélicoptère au dessus de la Cisjordanie avec Ariel Sharon. Avec de grandes cartes portés à la main, il me montra des endroits stratégiques des établissements actuels et futurs sur les axes est-ouest et nord-sud qui, Sharon me l'assurait, excluraient un futur Etat palestinien. »

Comme le déclarait Moshe Dayan : « La question n'est pas : quelle est la solution ? Mais : comment pouvons-nous vivre sans solution ? » Et Israël a donc vécu « sans solution », « non en raison de l'incertitude ou de la négligence, mais en vertu d'une politique délibérée ».

« Tôt ou tard, la Maison Blanche, le Congrès et le public américain, sans parler d'un establishment juif qui a en grande partie perdu le contact avec les perceptions changeantes de la génération plus jeune face à Israël, devront faire face au fait que pour l'Amérique la "relation spéciale" avec Israël revient à soutenir une entreprise coloniale. »

« La capitulation de Barack Obama face à Netanyahou sur le gel de la colonisation a été largement considérée comme l'effondrement du dernier espoir pour la réalisation d'un accord fondé sur deux Etats. Elle a complètement discrédité l'idée que la modération palestinienne était la voie vers un Etat, et a donc aussi discrédité l'Autorité palestinienne du président Mahmoud Abbas, avocat palestinien de premier plan de la modération, qui a annoncé son intention de ne pas se présenter à l'élection présidentielle à venir. »

(...)

« Mais ce qui est largement perçu comme le dernier coup porté à une solution fondée sur deux Etats pourrait, en fait, se révéler être la condition nécessaire à sa réalisation finale. Cette condition est l'abandon de l'idée absolument aberrante qu'un Etat palestinien ne peut naître sans une intervention extérieure énergique. La communauté internationale a montré des signes d'exaspération face aux tromperies d'Israël et à ses réponses évasives, et aussi à l'échec de Washington de montrer qu'il y a des conséquences, non seulement pour les violations palestiniennes des accords, mais aussi pour celles commises par les Israéliens. La dernière chose que beaucoup dans la communauté internationale veulent est une reprise de négociations vides de sens entre Netanyahu et Abbas. Au lieu de cela, ils se concentrent sur la puissante intervention d'une tierce partie, un concept qui n'est plus tabou. »

(...)

« Une solution imposée comporte des risques, mais ceux-ci ne sont rien comparés aux risques de poursuite incontrôlée du conflit. En outre, puisque les adversaires ne sont pas invités à accepter autre chose que ce qu'ils ont déjà accepté par des accords formels, la communauté internationale ne cherche pas à imposer ses propres idées, mais à s'acquitter de leurs obligations existantes. (...) Il ne faudrait pas une audace extraordinaire à Obama pour réaffirmer la position officielle de chaque administration américaine – y compris celle de George W. Bush – selon laquelle il importe peu de savoir si certains changements par rapport à la situation d'avant 1967 sont souhaitables ou nécessaires : ils ne peuvent pas être faits de manière unilatérale. » (...)

« Bien sûr, Obama ne devrait laisser aucun doute sur le fait qu'il est inconcevable pour les Etats-Unis de ne pas tenir pleinement compte des véritables besoins de sécurité d'Israël (...). Mais il doit aussi ne laisser aucun doute qu'il est tout aussi inconcevable qu'il abandonne les valeurs fondamentales de l'Amérique ou qu'il compromette ses intérêts stratégiques pour maintenir le gouvernement Netanyahu au pouvoir, notamment lorsque le soutien à ce gouvernement revient à cautionner une situation qui maintiendrait le peuple palestinien privé de droits et dépossédé ».

Autre texte portant une proposition similaire, celui de Stephen Cohen, « Take a tip from Eisenhower, Truman on the Mideast », Boston.com, 8 janvier 2009. Cohen est président de l'Institute for Middle East Peace and Development, et auteur de *Beyond America's Grasp : A Century of Failed Diplomacy in the Middle East*.

D'abord, l'auteur affirme que la montée en puissance de l'Iran caractérise la situation au Proche-Orient et que c'est pourquoi il faut replacer la question israélo-palestinienne dans un cadre plus vaste, régional et international, comme l'avaient fait deux de ses prédécesseurs. Il rappelle le soutien de Truman à la création de l'Etat d'Israël (pour combattre l'Union soviétique) et les pressions du président Eisenhower sur Ben Gourion pour arrêter l'agression contre Suez et l'Egypte en 1956, agression qui mettait en péril la stratégie de tenir l'URSS à distance (et aussi l'alliance entre les Etats-Unis et Israël). Cohen écrit :

« Israël est désespérément préoccupé par le développement par l'Iran d'une capacité nucléaire. Obama devrait sortir la négociation israélo-palestinienne de son contexte bilatéral et l'inclure dans une négociation globale sur la non-prolifération, y compris en la reliant à des pourparlers avec l'Iran. »

« Comme la non-prolifération nucléaire est une priorité d'Obama, il doit faire clairement comprendre à Israël que la protection américaine à sa posture "d'ambiguïté nucléaire" sera difficile à maintenir si Israël n'a pas décidé à faire la paix. Quelle est la priorité la plus élevée pour la sécurité d'Israël : la prolifération des colonies de peuplement ou la perpétuation de l'ambiguïté nucléaire, aux termes de laquelle Israël évite d'énormes pressions de la communauté internationale à se conformer au régime de non-prolifération ? »

« C'est le genre de changement spectaculaire dans l'attitude d'Obama qui est requis.

Comme ses prédécesseurs, Obama doit penser au sujet d'Israël au niveau mondial afin de donner aux Etats-Unis et à Israël la possibilité de réaliser la paix.

Qui changerait l'équilibre des forces au Moyen-Orient dans le sens voulu par Truman : une coalition de pouvoir entre les Etats-Unis et Israël. »

Alain Gresh

11 janvier 2010,

<http://blog.mondediplo.net/2010-01-11-Une-paix-imposee-au-Proche-Orient>

3-5 Benjamin Barthe : L'armée israélienne a changé sa doctrine pour la guerre de Gaza.

Un an après l'offensive israélienne sur Gaza (27 décembre 2008 - 17 janvier 2009), tandis qu'Israël défend la thèse d'une opération conforme au droit international, des témoignages exclusifs, collectés par *Le Monde*, jettent une lumière crue sur les méthodes de l'armée israélienne.

Alors qu'Israël refuse toujours d'ouvrir une enquête indépendante sur les accusations de crimes de guerre formulées par le rapport Goldstone, commandité par l'ONU, ces témoignages indiquent que le haut commandement de Tsahal a instauré une procédure d'ouverture de tir très permissive par rapport aux règles officiellement La controverse gravite autour d'une formule-clé du jargon militaire israélien : "*emtza'im vé kavana*" ("les moyens et les intentions"). Ce binôme familier à tous les soldats codifie leur comportement en terrain hostile. Selon cette formule, un individu ne sera pris pour cible que s'il est armé ("*les moyens*") et qu'il manifeste un désir de nuire ("*les intentions*"). Un memento à destination des conscrits, daté de 2006, que *Le Monde* a pu consulter, stipule que "tirer sur une personne armée ne peut avoir lieu que si l'on dispose de renseignements concrets, indiquant que cette personne a l'intention d'agir contre nos forces".

Or au mois d'août 2009, devant un journaliste du quotidien [Yediot Aharonot](#), un officier supérieur a pour la première fois reconnu que ces garde-fous, fondement de l'éthique militaire israélienne, avaient été levés durant l'opération "Plomb durci". "Les moyens et les intentions, c'est une terminologie qui convient à une opération d'arrestation en Cisjordanie, affirmait-il. L'armée israélienne est sortie cramée de la seconde guerre du Liban à cause d'une terminologie inadaptée. Le concept de "moyens et intentions" provient de circonstances différentes. Ici, il ne s'agit pas d'une opération antiterroriste classique. (...) Le type qui doit déclencher les engins explosifs n'a pas besoin de porter une kalachnikov. Il lui suffit de marcher, d'observer, de parler au téléphone et boum ! Cinq soldats sautent en l'air. (...) La différence est nette."

L'enquête du journaliste de [Yediot Aharonot](#) n'a jamais été publiée. Les propos du haut gradé, dont [Le Monde](#) a pu prendre connaissance, contredisent la version officielle qui met l'accent sur le respect des lois de la guerre et traite la mort de civils comme des "incidents isolés", inévitables face à un ennemi prompt à se fondre dans les zones habitées. "Si les propos de l'officier dépeignent effectivement les règles d'ouverture de tir en vigueur durant "Plomb durci", alors, il s'agit d'une pièce à conviction qui confirme les accusations auxquelles Israël fait face", dit l'avocat [Michaël Sfar](#), traditionnel défenseur de Palestiniens. "Les "moyens et les intentions" sont les paramètres par lesquels une personne est identifiée comme combattant. Renoncer ne serait-ce qu'à l'un d'entre eux équivaut à accorder un permis de tuer des civils", ajoute-t-il.

Les vingt-deux jours d'offensive s'étaient soldés par une hécatombe côté palestinien (1 385 morts, dont 762 non-combattants, selon l'organisation israélienne B'Tselem) et par la mort de 13 Israéliens (dix soldats et trois civils). En juillet 2009, l'association israélienne Breaking the Silence avait publié une série de témoignages de soldats engagés à Gaza. "Si tu n'est pas sûr, tu tues", disait l'un d'eux. "On nous a dit que c'est une guerre, et que dans une guerre, l'ouverture du feu n'est pas restreinte", expliquait un autre. L'état-major israélien avait aussitôt parlé de "campagne de diffamation", assurant que Tsahal est "l'une des armées les plus morales au monde".

Pour [Mikhael Manekin](#), directeur adjoint de Breaking the Silence, l'aveu involontaire de l'officier supérieur corrobore a posteriori les témoignages collectés. "Les règles d'ouverture de tir ont été modifiées de façon radicale, explique-t-il. Dans certains endroits, il n'y en avait tout simplement aucune. C'est une violation de la loi et du code militaire israélien."

Un autre officier, que [Le Monde](#) a rencontré, explique la logique qui sous-tendait cette dérive.

Basé dans le quartier général d'une brigade, juste en face de Gaza, il a pu observer de près le développement de l'offensive. "L'idée force, c'était que le Hamas ne respecte pas les règles du jeu car ses militants n'ont pas d'uniforme et ne portent pas toujours d'armes, dit-il. Nous avons alors décidé, nous aussi, de contourner ces règles." "Nos commandants précisaient que cela n'impliquait pas de dédaigner la vie des civils.

Contrairement à ce qu'affirme le rapport Goldstone, je ne pense pas que l'armée ait délibérément tué des civils. Il était clair, en revanche, **que nous devons faire du chiffre** ; que de [Saïd Siam](#) (l'ancien ministre de l'intérieur du Hamas, tué dans un bombardement) au simple employé d'une organisation de charité, tout membre du Hamas était un terroriste qui méritait d'être tué. Il était également clair que la protection de la vie des soldats avait la priorité", précise l'officier.

Selon ce témoin privilégié, le principe du risque zéro s'est traduit par une technique de sécurisation du terrain en trois temps.

D'abord, arroser la zone de tracts intimant à la population de partir dans un laps de temps donné. A son terme, scruter le terrain, à la recherche de la moindre présence suspecte.

Le cas échéant, envoyer des drones avec missiles embarqués. "Nos paramètres étaient simples, dit l'officier. Un individu de sexe mâle qui n'est ni un enfant ni une personne âgée, qui marche dans la rue au-delà de l'heure butoir, devient un suspect. J'ai connaissance d'au moins un cas où ce constat a suffi pour envoyer un missile sur un Palestinien. C'est seulement après que l'agent du [Shin Beth](#) (service de sécurité intérieur) vient dire si le missile a tué la bonne personne. C'est le principe de l'assassinat ciblé, mais à l'envers. On tue d'abord, et après on essaie de vérifier que c'était justifié."

Pour toute réponse, l'armée israélienne se réfère à un rapport de juillet 2009, intitulé "L'opération à Gaza, aspects factuels et légaux". Selon ce document, les règles d'ouverture de tir durant "Plomb durci" stipulaient que "seules les cibles militaires doivent être attaquées" et que "toute attaque contre des objectifs civils doit être interdite".

[Benjamin Barthe](#)

4/1

http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2010/02/03/enquete-sur-les-methodes-de-tsahal-a-gaza_1300502_3218.html#ens_id=1284108

3-6 Uri Avnery : "Tue encore un Turc et repose-toi".

Dorénavant, le principal devoir d'un ambassadeur israélien est de défendre la dignité de son pays, d'attaquer quiconque critique Israël et ne laisser aucune insulte sans réponse, quelle qu'en soit l'importance. Cela devrait prendre la priorité sur toutes les autres tâches diplomatiques.

J'AI ESSAYÉ de résister à la tentation de citer une seconde fois la même plaisanterie juive classique, mais les circonstances m'ont fourni une excuse valable.

Pratiquement tous les Juifs connaissent la phrase "Tue un Turc et repose-toi".

Voici l'histoire complète :

Dans la Russie tsariste, un garçon juif est mobilisé pour la guerre contre les Turcs.

Sa mère en pleurs prend congé de lui à la gare et le supplie :

“Ne fais pas trop de zèle ! Tue un Turc et repose-toi. Tue encore un Turc et repose-toi encore...”

“Mais maman !” l’interrompt le garçon. “Et si le Turc me tue ?”

“Te tuer ?” s’écrie la mère totalement incrédule, “Mais pourquoi ? Que lui as-tu fait ?”

Les plaisanteries juives traduisent la réalité juive. C’est ainsi que cette plaisanterie est devenue vérité cette semaine.

MALHEUREUSEMENT LA plaisanterie s’applique à nos dépends.

Voici ce qui s’est passé :

La télévision turque a diffusé une série d’émissions de caractère plutôt primaire, dans laquelle des agents du Mossad kidnappent des enfants turcs et les cachent à l’ambassade israélienne. De valeureux agents turcs libèrent les enfants et tuent le méchant ambassadeur.

On peut ignorer totalement une histoire aussi odieuse ou émettre une légère protestation. Mais notre brillant ministre des Affaires étrangères a pensé que c’était la bonne occasion pour faire savoir à tout le monde que nous ne sommes plus les Juifs du ghetto que l’on méprise et qui encaissent tout sans broncher, mais des Juifs d’une nouvelle espèce, fiers et debout.

C’est ainsi que le délégué du ministre des Affaires étrangères, Danny Ayalon, a convoqué l’ambassadeur de Turquie au ministère des Affaires étrangères à Jérusalem pour une démonstration soigneusement mise en scène de l’orgueil national.

À son arrivée, l’ambassadeur fut surpris de voir les lieux envahis d’équipes de télévision et de journalistes. On le fit attendre pendant un temps très long pour l’introduire ensuite dans une pièce où trois officiels à l’allure grave, dont Ayalon, trônaient sur des chaises hautes. On le fit asseoir sur un canapé sans accoudoirs, sans autre choix qu’une position inclinée.

Non content de cela, Ayalon demanda explicitement aux gens des médias (en hébreu) d’observer la différence de hauteur entre les sièges et le canapé, l’absence de pavillon turc sur la table, et aussi que les Israéliens ne souriaient pas et n’échangeaient pas de poignée de mains.

Peut-être Ayalon a-t-il été inspiré par une scène mémorable du film de Charlie Chaplin “Le dictateur”, dans lequel Hitler et Mussolini sont assis dans des fauteuils de barbière, chacun d’eux faisant monter son siège de façon à se situer plus haut que l’autre jusqu’au moment où les deux sièges basculent.

Ayalon exprima ensuite (toujours en hébreu) une vigoureuse réprimande – les médias israéliens ont employé ce mot plutôt que le terme diplomatique de “protestation”.

Pleinement satisfait de sa prestation, Ayalon s’assura qu’elle obtienne le maximum d’écho dans les médias, en particulier à la télévision.

La réaction turque fut, naturellement, violente. Les Turcs sont plus susceptibles que la plupart des peuples quand leur dignité nationale est en jeu (en témoignent leurs réactions aux évocations du génocide arménien, il y a près d’un siècle), ils furent donc, comme on pouvait le prévoir, très fâchés.

Ayalon obtint, naturellement, le soutien sans réserves de son ministre, mentor et chef de parti, Avigdor Lieberman, qui ne tarissait pas d’éloges.

Quelques semaines auparavant, Lieberman avait réuni tous les ambassadeurs israéliens dans le monde entier, quelques 150 personnes, pour un laïus de stimulation. Il leur reprocha de ne pas défendre convenablement l’honneur d’Israël et leur annonça une politique radicalement nouvelle : dorénavant, le principal devoir d’un ambassadeur israélien est de défendre la dignité de son pays, d’attaquer quiconque critique Israël et ne laisser aucune insulte sans réponse, quelle qu’en soit l’importance. Cela devrait prendre la priorité sur toutes les autres tâches diplomatiques.

Personne dans l’auditoire, qui était composé majoritairement de diplomates chevronnés, n’osa se lever pour faire remarquer qu’il pouvait y avoir des intérêts israéliens plus importants, comme de bonnes relations avec des gouvernements étrangers, des liens dans le domaine militaire ou celui du renseignement et des questions économiques. À l’exception d’un ambassadeur - qui sourit et en fut vivement blâmé – personne ne broncha. En moins d’une année en fonction, Lieberman a déjà brisé une quantité de porcelaines diplomatiques. Il a insulté plusieurs gouvernements amis. Dans un cas qu’il faut signaler, il reprocha publiquement aux Norvégiens de célébrer l’anniversaire de leur écrivain national, Knut Hamsun, qui avait sympathisé avec les nazis. Dans un autre cas, il attaqua le gouvernement suédois pour n’avoir pas protesté publiquement contre un obscur plumitif d’un journal suédois, dans lequel il portait contre les soldats israéliens l’accusation ridicule de tuer des Palestiniens pour vendre leurs organes à des fins de transplantations. La réaction démesurée de Lieberman en a fait une information mondiale.

Sa propension à insulter les gouvernements étrangers – un trait de caractère plutôt original pour un Ministre des Affaires Étrangères – a probablement été exacerbée par le refus de beaucoup de ses collègues étrangers de le rencontrer, le considérant comme un raciste et un vrai fasciste – ce qui est aussi, bien sûr, l’opinion de la plupart des Israéliens.

Lorsque Netanyahu a constitué son gouvernement et nommé Lieberman ministre des Affaires Étrangères, la nouvelle fut d’abord accueillie avec incrédulité. On aurait difficilement pu imaginer une nomination plus absurde. Mais Netanyahu avait besoin de lui et ne pouvait lui proposer ni les finances qu’il voulait diriger lui-même par procuration, ni le ministère de la Défense qui est la chasse gardée d’Ehoud Barak. Le ministère des Affaires étrangères, que peu de gens en Israël prennent au sérieux, était la seule solution jouable.

C’est pourquoi, Netanyahu ne pouvait critiquer ces deux néanderthaliens, Lieberman et Ayalon, ni le cirque auquel ils se sont livrés. Mais Barak était fou furieux.

Or il se trouve que Barak doit effectuer une visite en Turquie demain. Les relations entre les institutions de défense israélienne et turque sont aussi étroites qu'il est possible. Il y a non seulement une affinité idéologique indiscutable entre les commandements des deux armées – l'une et l'autre se considèrent comme les gardiens des valeurs nationales et considèrent les politiciens avec mépris – mais les généraux des deux pays sont de vrais copains. Par ailleurs, l'industrie de défense israélienne dépend beaucoup des commandes turques, environ un milliard de dollars par an.

Récemment, un différend est apparu concernant les drones fournis par Israël, et les relations se sont détériorées. La visite de Barak était de ce fait considérée comme très importante. Certains commentateurs israéliens pensent que toute l'affaire Ayalon constituait une manœuvre peu discrète de Lieberman pour savonner la planche à son rival dans le gouvernement.

Quoi qu'il en soit, l'ensemble des milieux dirigeants israéliens ont pris conscience que le comportement stupide d'Ayalon avait provoqué de grands dégâts. Il fut obligé de se rétracter et le fit de façon maladroite, sans conviction, sans d'abord savoir si cela serait satisfaisant pour les Turcs. Cela ne l'a pas été – et les Turcs, devenant de plus en plus furieux, exigèrent des excuses claires et humiliantes. Cette exigence fut présentée sous la forme d'un ultimatum – avec pour échéance le vendredi à minuit, sinon... Sinon signifiait le rappel de l'ambassadeur et une détérioration des relations.

Netanyahou céda, Ayalon présenta de nouvelles excuses, cette fois sans équivoque, et les Turcs les acceptèrent aimablement. Barak ira bien en Turquie.

Derrière cet épisode puéril se cache le problème plus sérieux des relations turco-israéliennes.

Le Premier Ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, a rappelé cette semaine à Israël que la Turquie a toujours fait bon accueil aux Juifs. Il faisait allusion à un épisode historique qui n'est jamais vraiment reconnu ici : lorsque l'Espagne catholique expulsa des centaines de milliers de Juifs en 1492 (certains parlent de 800.000), la grande majorité d'entre eux s'installèrent dans l'empire ottoman, de Marrakech à Sarajevo. Tandis que dans l'Europe chrétienne, les Juifs subissaient la torture de l'inquisition espagnole et souffraient d'indicibles persécutions, expulsions et pogroms culminant dans l'holocauste, ils prospérèrent pendant des siècles sous l'autorité bienveillante des Ottomans musulmans.

Ces souvenirs historiques furent, hélas, effacés pendant la courte période des relations sionistes avec l'administration turque en Palestine au début du 20ème siècle. Chaque enfant israélien apprend l'histoire de la charmante Sarah Aharonson, membre d'un réseau d'espionnage pro-britannique au cours de la première guerre mondiale, qui se suicida après avoir été torturée par les terribles Turcs.

Des relations cordiales furent rétablies lorsque des masses de touristes israéliens commencèrent à arriver dans des lieux de vacances turcs et furent surpris de la chaleur de l'accueil qui leur était réservé. Les touristes adorent ça.

ALORS QU'EST-CE qui est en train de se produire actuellement ? Les Turcs, comme tous les Musulmans, furent bouleversés par la guerre de Gaza l'année dernière et par les images horribles qu'ils avaient vues à la télévision. Erdogan, se faisant l'écho de ces sentiments comme l'aurait fait tout bon politicien, attaqua la politique israélienne à plusieurs occasions, annula des manœuvres militaires communes et quitta en colère un débat public avec le président Shimon Peres.

Après avoir été traitée froidement par l'Union Européenne, la Turquie s'était tournée vers ses voisins arabes et vers l'Iran, cherchant à jouer un rôle de médiateur entre l'Est et l'Ouest. Elle entreprit aussi d'assurer une médiation entre Israël et la Syrie, jusqu'au moment où elle prit conscience que le gouvernement israélien n'avait aucune envie de faire la paix, ce qui l'aurait obligé à démanteler des colonies et à rétrocéder des territoires. Les relations entre la Turquie et Israël reprendront probablement un cours normal, si ce n'est leur niveau de cordialité antérieur. La Turquie a besoin de l'aide du lobby pro-israélien de Washington. (Ayalon lui-même a été envoyé là-bas dans le passé pour aider à s'opposer aux efforts pour faire reconnaître le génocide arménien). Israël a besoin de la Turquie comme allié et comme acheteur d'armements.

Alors, que faut-il penser de la plaisanterie ? Eh bien, elle sert à nous rappeler que ce n'est pas forcément une bonne idée que de provoquer les Turcs.

Uri Avnery

29 janvier

<http://www.france-palestine.org/article13839.html>

3-7 Robert Fisk : Tel une victime, un 'chien du dessous', Israël se sent assiégé ...

Quiconque compte un tant soit peu en Israël sera venu à Herzliya, cette semaine, afin d'y assister à une conférence consacrée à la nation juive.

Notre correspondant s'est joint à eux. Il y a constaté un climat d'insécurité – et de paranoïa – sans précédent.

Donc, résumons : la propagande de guerre bat son plein. Oubliés,

L'invasion du Liban par Israël en 1982 et ses quinze mille tués libanais et palestiniens. Oublié,

Le massacre de Sabra et Chatila, la même année, perpétré par la milice libanaise, alliée d'Israël, tandis que l'armée israélienne faisait le guet. Effacé,

Le massacre de Qana, en 1996, avec ses cent-six civils libanais déchiquetés par une bombe israélienne, dont plus de la moitié d'enfants – et n'oubliez pas d'écraser le fichier des mille cinq-cents tués de la guerre israélienne au Liban en 2006.

Ah, et puis oubliez aussi, bien entendu, les plus de mille trois-cents Palestiniens massacrés par Israël dans la bande de Gaza l'année dernière (et les treize Israéliens liquidés par le Hamas par la même occasion), des roquettes du Hamas s'étant abattues sur Sdérot.

Tout ça, c'était rien, en comparaison. Israël – à en croire l'élite sécuritaire de la droite israélienne, ici, à Herzliya – est aujourd'hui confronté à une attaque encore plus dangereuse, quasiment inouïe !

La Grande-Bretagne (c'est la dernière de l'ambassadeur israélien à Londres, rien que cela...) serait un « champ de bataille », sur lequel les ennemis d'Israël voudraient « délégitimer » l'Etat juif un peu plus que sexagénaire.

Il n'est pas jusqu'à ce vieil ami d'Israël, cet excellent juge juif Richard Goldstone, qui ne soit devenu, pour reprendre les propos d'un des partisans juifs américains les plus rabiques d'Israël, j'ai nommé Al Dershowitz, un « traître absolu pour le peuple juif » et « un homme mauvais, abominable » (Dois-je préciser que cela a fait les manchettes des quotidiens israéliens, hier ?).

'Israël assiégé' : tel était le thème redouté, familier et désespérément mal compris choisi par la X^{ème} conférence d'Herzliya, qui a réuni hier dans cette ville des diplomates, des hauts-fonctionnaires, des gradés de l'armée et le gouvernement israéliens.

Israël le chien-de-dessous. Israël la victime. Israël dont l'armée ultrasophistiquée et plus-morale-qu'aucune-autre-armée-au-monde encoure désormais le risque de voir ses généraux arraisonnés pour soupçons de crimes de guerre, au cas où ils oseraient poser un pied sur le sol européen.

Plût au Ciel que jamais des officiers israéliens n'eussent jamais été accusés de quelconques atrocités ! Le *Jerusalem Post* d'hier arborait une photo de la chef du parti Kadima, Tzipi Livni, contemplant une affiche, dans une rue de Cracovie, la caricaturant comme « recherchée pour des crimes de guerre perpétrés à Gaza ». Oubliez qu'elle n'a pas bougé le petit doigt, alors qu'elle était ministre des Affaires étrangères (rien que cela) quand les Israéliens bombardaient Gaza au phosphore. Toutes ces actions judiciaires à l'encontre d'Israël étaient un abus, un détournement délibéré du droit international visant à délégitimer l'Etat d'Israël – comme d'ailleurs toutes les autres condamnations d'Israël, par le passé. Ben voyons...

L'actuelle crise d'identité est une véritable tragédie, pour Israël – mais pas de la façon dont son gouvernement actuel de droite le suggère.

Je ne m'en souviens que trop bien : après l'invasion désastreuse du Liban, en 1982, une énorme conférence, réunie à Londres, se creusa les méninges pour savoir à quel moment la propagande israélienne avait merdé. Qui en a quoi que ce soit à foutre, du massacre de Libanais et du nombre croissant de pertes militaires israéliennes ? Comment le message israélien a-t-il pu ne pas passer ? Là voilà, la question qu'elle était bonne ! Comment s'était-il fait que la presse antisémite avait pu s'en tirer à si bon compte avec une telle calomnie ? C'était le forum-clone de la confabulation de Herzliya, cette semaine (ou plutôt, l'inverse...)

Aujourd'hui, nous sommes priés d'oublier l'Opération Plomb Coulé contre Gaza et ses victimes éparpillées à la sauvage. L'on nous somme de condamner le Rapport Goldstone, en raison de ses mensonges abjects – l'armée du Bien aurait commis des crimes de guerre contre les terroristes du Mal : vous imaginez ?! – et de bien prendre conscience du fait qu'Israël, comme d'hab', ne voulait qu'une seule chose : la paix.

En réalité, Israël a commis toute une série de funestes erreurs diplomatiques. Je ne parle pas ici de l'humiliation infligée à l'ambassadeur de Turquie par le vice-ministre des Affaires étrangères israélien Danny Ayalon – tiens, au fait, lui aussi, il était là, à Herzliya... Je ne fais pas non plus allusion aux plaintes abusives de Ron Possor, l'ambassadeur d'Israël en Angleterre, selon qui, en temps de crise, il y aurait eu « une cacophonie de voix discordantes émanant d'Israël », et non pas, comme souhaité, un seul son de cloche.

Non.

La plus grave erreur qu'ait commise Israël, ces dernières années, fut son refus de contribuer au rapport Goldstone sur le massacre de 2008-2009 à Gaza, que le quotidien Haaretz a qualifié de « boycott inconséquent ». Un désastre, selon la gauche progressiste (eng. *liberal*, ndt) israélienne, qui a (à juste titre) décelé que cette non-coopération situait Israël au même niveau que le Hamas.

J'ai assisté des heures durant à la conf' d'Herzliya – elle se conclura par l'intervention corroborative pour les masses du Premier ministre Benjamin Netanyahu, demain soir – et je puis vous dire que le Rapport Goldstone a parcouru (et la crainte de la « dé-légitimation » afférente) a parcouru la quasi-totalité des débats, tel un fil rouge. J'étais assis à côté d'un étudiant israélien préparant un PhD, hier. Il hochait la tête, désespéré : « Mes amis et moi, nous sommes en proie à un terrible désarroi, lorsque nous entendons ce genre de déclaration venant de notre gouvernement... »

« Que pourrions-nous dire ? »

« Que pourrions-nous faire ? »

C'était un commentaire ô combien éclairant. N'est-ce pas ce que des millions de Britanniques avaient dit lorsque Tony Blair les avaient embarqués dans une guerre par son flot de bobards, en 2003 ?

Un des moments les plus pathétiques, à Herzliya, fut celui où Lorna Fitzsimons, ex-députée du parti Travailleuse et aujourd'hui chef du Bicom, une boîte à idées pro-israélienne basée en Angleterre, a fait observer que « l'opinion publique n'influence pas la politique étrangère britannique. La politique étrangère est (chez nous) une question réservée à l'élite ».

Occupez-vous de l'élite, et la plèbe suivra : tel était le sous-entendu. Elle a conclu : « Nos ennemis nous traînent devant des tribunaux internationaux, où nous ne disposons pas d'un contrôle suprême... »

Et ça, en un sens, ça résumait tout. La légitimité internationale, c'est ce dont Israël a besoin. En tant qu'Etat, c'est légitime. Cet Etat a d'ailleurs été créé par un vote des Nations Unies. Et comme l'a dit l'historien israélien Avi Shlaim, sa création a peut-être été injuste – mais elle était, en tous les cas, légitime. Pourtant, quand une équipe

de juristes internationaux invita Israël à participer à son enquête, M. Netanyahu a opposé un « Lô ! » catégorique...

C'est en ce sens que la guerre de Gaza a démontré ce qu'il y a de si profondément troublant dans le corps politique israélien actuel. Il veut que le monde entier reconnaisse sa démocratie – aussi biaisée puisse-t-elle être – mais il refuse de rejoindre le reste du monde lorsqu'on lui demande de rendre des comptes sur son comportement à Gaza. Il prétend être une lumière parmi les nations, mais il ne laisse personne examiner cette lumière de près, examiner quelle est l'huile qui l'alimente et regarder précisément ce que cette lumière illumine... Goldstone par-ci, Goldstone par-là, et encore Goldstone, là-bas ! L'éminent juge qui a si courageusement exigé la justice pour les victimes assassinées et violées des Serbes, dans la guerre en Bosnie – et dont la bravoure avait enthousiasmé le monde, Israël compris, à l'époque – a été sur toutes les lèvres de chaque apologiste du gouvernement israélien, à Herzliya.

Tzipi Livni n'a pas fait exception : elle en a parlé. Yossi Gal, le directeur général du ministère des Affaires étrangères, itou. Il a évoqué « la tentation d'utiliser le Rapport Goldstone pour pousser Israël sur la touche de la légitimité ». Malcolm Hoenlein, de la Conférence des Présidents des Plus Grandes Organisations Juives Américaines en a fait de même. Il a fait observer que l'administration américaine avait été « outrageusement coopérative » (comprendre qu'elle a outrancièrement rejeté le Rapport Goldstone). Même le mini-ambassadeur américain en Israël (il me fait penser à une petite souris...), James Cunningham, a suggéré l'idée selon laquelle le Rapport Goldstone serait utilisé afin de tenter de délégitimer Israël.

C'est quoi, ce délire ? Après le massacre des Palestiniens de Sabra et Chatila, Israël avait désigné une commission d'enquête gouvernementale. Le rapport de cette commission, la Commission Kahan, n'était pas parfait – mais quel autre pays du Moyen-Orient aurait ainsi examiné ses fautes avec un tel courage ? Elle avait qualifié de « personnelle » la responsabilité du ministre de la Défense, à l'époque, Ariel Sharon : c'est lui qui avait envoyé les milices libanaises dans les camps. Ce rapport n'avait pas éteint la faute d'Israël, mais il avait apporté la preuve qu'il s'agissait d'un Etat digne de ce nom, d'un Etat qui était prêt à affronter son massacre avec sincérité, et non pas avec effronterie.

Hélas, il n'est aujourd'hui aucunement question d'une quelconque Commission Kahan. Aucun procès pour les crimes perpétrés à Gaza ! Juste un coup sur les doigts de deux officiers ayant utilisé des bombes au phosphore et une plainte contre un soldat, pour le vol de plusieurs cartes de crédit.

Il se trouve que j'avais rencontré Goldstone peu après sa nomination à la tête du tribunal de La Haye, chargé de juger les crimes de guerre perpétrés en ex-Yougoslavie. Cet homme manifestement honnête et respectable m'avait dit que le monde était fatigué de laisser des gouvernements perpétrer des crimes de guerre dans une totale impunité. C'est bien entendu de Milosevic qu'il parlait... Il a écrit un livre allant dans le même sens, qui fut chaudement accueilli en Israël. Mais aujourd'hui, il incarne le séisme qui gronde au-dessous de la légitimité d'Israël.

Je suis tombé sur un colonel de l'armée de réserve israélienne éminemment sensé, Shaul Arieli, au siège de son ONG, à Tel Aviv, hier après-midi, et nous avons discuté des tentatives de mettre aux arrêts des officiers israéliens, pour crimes de guerre, au cas où ils se rendraient en Grande-Bretagne ou dans tout autre pays européen.

« Tout cela est beaucoup plus embêtant, pour nous, aujourd'hui, qu'il y a seulement quelques années », m'a-t-il expliqué. « Nous sommes effrayés par cette tendance, qui se dessine, à la suite de l'opération Plomb Fondu. Cela affecte l'image d'Israël dans le monde entier, et pas seulement pour les officiers de l'armée. S'ils devaient être condamnés, cela démontrerait que l'Etat d'Israël n'est plus en mesure de protéger ses soldats. Je suis certain que le Rapport Goldstone joue un certain rôle, dans cette situation... »

Tout cela tend à suggérer l'idée que Le véritable séisme, sous les pieds d'Israël, le véritable danger, pour son image, son statut et sa légitimité, c'est une nation ayant pour nom : 'Israël'... »

Robert Fisk

Article original en anglais : <http://www.independent.co.uk/opinion/>

Mondialisation.ca, Le 3 février 2010

The Independant

<http://nasr-moqawama.blogspot.com/>

3-8 Kawther Salam : L'Union Européenne aide-t-elle le Mossad à commettre ses crimes ?

Le 20 janvier dernier, Mohammad Al-Mabhoh, a été assassiné dans un hôtel de Dubaï par des agents du Mossad détenteurs de passeports d'un pays de l'Union Européenne.

Le père de Mahmoud Al Mabhoh montre une photo de son fils, à leur domicile dans le camp de réfugiés de Jebaliya, au nord de la bande de Gaza - Photo : AP

Selon la presse, quatre à sept agents d'un escadron de la mort du Mossad israélien ont assassiné Al-Mabhoh dans sa chambre de l'hôtel Al-Bostan Rotana à Dubaï. Le Mossad a injecté à Al-Mabhoh un produit qui a provoqué une crise cardiaque. Ils ont fait des copies de tous les documents en sa possession, puis on laissé sa chambre après avoir accroché un panneau sur la porte avec les mots « Ne pas déranger ».

Un jour avant l'assassinat de Al-Mabhoh, le ministre israélien des infrastructures, un colon extrémiste et un des organisateurs des destructions de maisons palestiniennes à Jérusalem et en Cisjordanie, Uzi Landau, quittait l'émirat voisin d'Abu Dhabi. Uzi Landau a séjourné à Abou Dhabi du 15 au 19 janvier 2010.

Le régime d'Abou Dhabi a invité le colon israélien et terroriste Landau à assister à la conférence de l'Agence des énergies renouvelables qui s'y tenait. Le ministre Landau est entré à Abu Dhabi avec une équipe d'un escadron de la mort du Mossad qui l'accompagnait sous le prétexte de sa sécurité. Il semblerait que ce sont les mêmes personnes qui aient été impliquées dans l'organisation de l'assassinat de Mohammad Al-Mabhouh. En attendant, le bureau d'information du gouvernement dans les Emirats arabes unis a déclaré que la police de Dubaï avait été en mesure d'identifier les suspects qui ont tué le responsable du Hamas, disant qu'ils détenaient tous des passeports européens. Les agents du Mossad avaient déjà quitté Dubaï, avant la découverte du crime. L'état de Dubaï est impliqué dans l'assassinat d'Al-Mabhouh d'une manière ou d'une autre, au minimum en encourageant l'habituel terrorisme israélien en participant à la « normalisation » de ses relations avec Israël en accueillant un de ses représentants sur son territoire, ainsi qu'en autorisant une grande liberté de mouvement aux Israéliens sur son territoire, alors qu'en même temps Israël ne respecte la souveraineté d'aucun pays arabe et met ses intérêts propres avant les intérêts de n'importe quel peuple ou nation, arabe ou non. On a appris par les informations israéliennes que l'escadron de la mort du Mossad avait questionné Al-Mabhouh dans sa chambre d'hôtel avant de l'assassiner, et qu'ils sont revenus avec des « renseignements précieux » arrachés lors de l'interrogatoire d'Al Mabhouh, ce qui signifie qu'ils l'ont probablement torturé à mort, sà moins que ce ne soit une invention pour couvrir un assassinat de sang froid.

Questions auxquelles les gouvernements européens doivent répondre

Quel est le pays européen qui a violé le droit international et fourni des passeports au Mossad pour commettre cet assassinat dans un autre pays et violer sa souveraineté ?

Est-ce l'Allemagne, le même pays européen qui a récemment doté Israël de sous-marins allemands U212 fournis entièrement à la charge des contribuables allemands ? Parmi tous les pays européens, l'Allemagne est le principal suspect dans ce crime sordide, car il est connu que le Mossad s'est toujours vu attribué des passeports allemands dans le passé. Je pense que fournir des passeports au Mossad est un crime non seulement contre nous, Palestiniens, mais aussi contre le peuple de la nation qui leur a attribué ces passeports.

Est-il raisonnable que dans le cadre de la « lutte » contre le soi-disant terrorisme - en réalité contre les mouvements de libération nationale et d'autodétermination - les États fournissent complicité et financement au terrorisme international et à la violation des frontières et de la sécurité d'un autre pays ?

Comment le droit international doit-il traiter l'État européen qui est impliqué dans ces crimes du terrorisme international, en violation de la sécurité des autres pays ?

Tout pays européen qui a donné ses propres passeports au Mossad ou permis à Israël de fabriquer ses propres passeports et de les utiliser pour commettre des crimes terroristes dans un autre Etat, est impliqué dans le crime terroriste lui-même. Les responsables de cet Etat doivent être traités conformément aux dispositions du droit international relatifs aux crimes du terrorisme international.

Après les funérailles d'Al-Mabhouh dans le quartier Al-Yarmouk du camp de réfugiés au sud de Damas, Khaleed Mashaal a déclaré : « Nous allons venger ce compagnon. Si vous [Israéliens] vous réjouissez d'avoir assassiné un grand homme qui a combattu vaillamment vos soldats, cette joie ne va pas durer. »

Kawther Salam

4 février

De la même auteure :

Les Etats-Unis et l'Union Européenne financent le mur d'Apartheid en Palestine - 27 décembre 2009

Les détrousseurs de cadavres d'Israël - 29 août 2009

Connivence UE/Israël contre les Palestiniens ? - 8 mars 2009

Noms et photos de criminels de guerre israéliens à Gaza - 2 février 2009

Vous pouvez consulter cet article à : <http://www.kawther.info/wpr/2010/01...>

Traduction : Naguib

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=8112

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19